



27 avril 2023

Rapport sur les marchés publics de l'OFROU en 2022

N° du document : ASTRA-D-DFAF3401/1208

Impressum

Date d'élaboration / de révision :	27.04.2023
Auteur :	Div. Gestion et finances
Nombre de pages :	55



Table des matières

1	Introduction	3
2	But et contenu	3
3	Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU	3
3.1	À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?	3
3.2	Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?	4
3.3	Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?	4
3.4	Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?	5
4	Questions fréquentes (FAQ)	6
5	Statistiques 2022 des marchés publics de l'OFROU	12
5.1	Base des évaluations	12
5.2	Vue d'ensemble des marchés publics effectués en 2022 par type de procédure et catégorie d'achat	13
5.3	Volumes des contrats par catégorie d'achat	15
5.4	Nombre de partenaires (créditeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2022	17
5.5	Montant des contrats en 2022 par canton et à l'étranger, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)	18
5.6	Adjudications les plus importantes en 2022	19
5.7	Adjudications au profit des soumissionnaires ayant présenté les offres les moins chères	20
5.8	Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2022	21

1 Introduction

L'Office fédéral des routes (OFROU) est l'autorité suisse compétente pour la mobilité individuelle et les infrastructures routières d'importance nationale. Il assume d'une part des tâches stratégiques et législatives, d'autre part la responsabilité opérationnelle directe du développement, de l'entretien, de l'exploitation et de la gestion du trafic des routes nationales (RN). Il couvre ainsi les facteurs d'influence les plus importants de la mobilité individuelle, à savoir les personnes et les véhicules, en participant au façonnement du cadre légal et des dispositions d'exécution relatifs à la circulation routière (qui et qu'est-ce qui a le droit de circuler, dans quelles conditions et dans quel état). La composante de l'infrastructure vient s'y ajouter ; elle vise principalement à garantir la capacité du réseau des routes nationales et de celui des routes principales.

L'OFROU est ainsi responsable des trois groupes de produits suivants :

- Réseaux routiers : ce groupe comprend les tâches stratégiques dans le domaine des routes nationales, entre autres la planification à long terme et la gestion du trafic. Il englobe également la recherche en matière de routes et la prise en considération des dernières découvertes scientifiques lors de l'élaboration des standards. Pour finir, la mobilité douce appartient aussi à ce groupe.
- Infrastructure routière : les principales tâches de ce groupe sont l'entretien, la construction et l'aménagement des routes nationales ainsi que l'exploitation du réseau. Vu l'ampleur des tâches et le travail à fournir sur le terrain, ces tâches sont assurées par deux divisions et cinq filiales au total.
- Circulation routière : ce groupe comprend tous les aspects de la circulation sur les routes ainsi que les exigences techniques posées aux véhicules.

L'OFROU a conscience de la responsabilité découlant de son vaste éventail de tâches. Les moyens fournis par les usagers de la route doivent être utilisés de manière efficace et efficiente. Les marchés publics jouent un rôle central à cet égard. En 2022, 2785 acquisitions pour un montant supérieur à 2,5 milliards de francs ont été effectuées. L'office déploie par conséquent de gros efforts afin de garantir une utilisation rationnelle des fonds en passant des marchés publics transparents, équitables et conformes aux règles.

2 But et contenu

Le présent document rend compte des marchés publics conclus par l'OFROU en 2022. Il sert à représenter ceux-ci avec transparence tant sur le plan interne que vis-à-vis de l'extérieur. Le document est divisé en trois parties : la première partie explique le contexte (chap. 1 à 3), la deuxième répond aux questions les plus fréquemment posées (chap. 4), tandis que la troisième est consacrée principalement à des statistiques (chap. 5).

Il faut noter que le présent rapport se limite aux marchés publics conclus dans le cadre des activités que l'OFROU exécute lui-même. Dans le domaine des routes nationales, certaines tâches importantes sont assumées par des tiers, qui achètent parfois également des prestations à l'extérieur. Dans de tels cas, c'est en règle générale le droit cantonal des marchés publics qui s'applique. L'exploitation des routes nationales, dont la charge représentait environ 430 millions de francs en 2022, est l'une de ces activités déléguées à des tiers : elle a été confiée aux onze unités territoriales cantonales principalement au moyen d'accords sur les prestations. Il faut également mentionner l'achèvement du réseau, pour lequel les cantons assument le rôle de maître d'ouvrage, tandis que la Confédération prend en charge la majorité des coûts. En 2022, la charge correspondante (part de la Confédération) se montait à environ 152 millions de francs, essentiellement pour des projets dans le canton du Valais. Les acquisitions concernées ne figurent pas dans les statistiques du chap. 5.

3 Aspects fondamentaux des marchés publics de l'OFROU

3.1 À quoi servent les acquisitions de l'OFROU et sur quoi portent-elles ?

En sa qualité de service d'achat central de la Confédération au sens de l'art. 3, let. a, de l'ordonnance sur l'organisation des marchés publics de l'administration fédérale (Org-OMP), l'OFROU achète des

prestations de service et de construction ainsi que des biens dans le but d'une part d'assurer la capacité du réseau des routes nationales et d'autre part de réaliser les autres tâches de l'office visant à garantir une mobilité sûre et durable sur la route (art. 9 Org-OMP en relation avec l'annexe 1 Org-OMP). Il s'agit notamment des éléments suivants :

- prestations de planification et de conception en génie civil (élaboration des plans pour les projets d'entretien et de construction)
- prestations de service pour le soutien dans le cadre de l'organisation, de l'administration et de la réalisation de projets de construction (appui au maître d'ouvrage)
- travaux de construction (par ex. pose de revêtements routiers, installation et entretien de parois antibruit, réfection de tunnels et de ponts)
- installation, entretien et exploitation d'installations de détection d'incendie, d'installations de signaux lumineux, des équipements d'exploitation et de sécurité (EES), de la signalisation, de panneaux indiquant la vitesse, de la signalisation des issues de secours, etc.
- prestations informatiques en lien avec la circulation routière en général (par ex. accidents de la circulation, registre des véhicules, registre des cartes de tachygraphes)
- prestations dans le cadre de la circulation routière en général (par ex. recherche, gestion de la qualité, expertises)

3.2 Quelles bases légales et prescriptions internes l'OFROU doit-il prendre en considération pour les acquisitions ?

Lorsqu'il effectue des acquisitions, l'OFROU est tenu de respecter des lois internationales (Accord sur les marchés publics, AMP) et nationales. La loi fédérale sur les marchés publics (LMP) transpose dans le droit suisse les dispositions de l'AMP et vise la transparence des procédures, le renforcement de la concurrence, une utilisation des deniers publics qui soit économique et qui ait des effets économiques, écologiques et sociaux durables ainsi que l'égalité de traitement des soumissionnaires. L'ordonnance sur les marchés publics (OMP) est avant tout une ordonnance d'exécution de la LMP.

De plus, l'OFROU dispose d'un manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales ([Manuel sur les marchés publics - Routes nationales - OFROU](#)) qui synthétise la pratique de l'OFROU et garantit une réalisation uniforme des acquisitions. Le droit des marchés publics étant en constante mutation du fait des modifications des dispositions afférentes et de la jurisprudence, l'OFROU s'efforce de maintenir à jour ce manuel. Ce dernier est actualisé régulièrement.

3.3 Comment l'OFROU garantit-il le respect des principes régissant les marchés publics ?

Les marchés publics de l'OFROU reposent sur les principes ci-après régissant les marchés publics : transparence, renforcement de la concurrence, utilisation économique et durable des deniers publics et principe d'égalité de traitement.

Transparence

Pour l'OFROU, il est très important que le déroulement de la procédure soit compréhensible tant pour les soumissionnaires que pour les instances de contrôle. La publication de l'appel d'offres, la communication des critères d'adjudication, les prescriptions en matière de spécifications techniques ainsi que la publication et la justification de la décision d'adjudication en particulier contribuent de manière essentielle à la transparence de la pratique de l'OFROU. En exposant même ses processus internes en matière de marchés publics par la publication du présent rapport et du manuel sur les marchés publics relatifs aux routes nationales, l'OFROU va au-delà des exigences minimales en matière de transparence.

Renforcement de la concurrence

Les appels d'offres ouverts et les procédures sur invitation renforcent la concurrence entre les soumissionnaires. L'OFROU a dépensé environ 90 % du montant total de ses acquisitions dans le cadre de ces procédures. La majorité de ses acquisitions est ainsi effectuée en situation de concurrence.

Utilisation économique des deniers publics

L'OFROU doit respecter aussi bien la loi sur les finances de la Confédération (LFC), qui exige que l'administration contrôle ses dépenses et fasse un emploi efficace et économe de ses fonds, que le droit fédéral des marchés publics. Ces prescriptions exigent que les deniers publics soient utilisés de manière efficace et économique et qu'en matière d'acquisitions, le marché soit adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse. Cette dernière ne sera pas évaluée uniquement en fonction du prix, mais aussi sur la base de différents critères tenant compte des besoins, afin que l'autorité adjudicatrice obtienne des prestations de qualité à un prix avantageux. C'est la raison pour laquelle le marché est adjugé à l'auteur de l'offre la plus avantageuse et pas obligatoirement la moins onéreuse, autrement dit celle qui présente le meilleur rapport prix-prestations.

Utilisation durable des deniers publics

Dans le cadre de la révision de la loi fédérale sur les marchés publics, l'utilisation durable – et partant, écologique – des deniers publics figure parmi les buts inscrits dans le droit des marchés publics. Désormais, l'OFROU est donc tenu légalement, avant de procéder à une acquisition, de réfléchir à la manière de répondre à ses besoins en économisant au maximum les ressources. Il veille à ce que les soumissionnaires respectent les législations déterminantes en matière de protection de l'environnement, et soutient dans la mesure du possible les solutions écoresponsables et les pratiques innovantes.

Principe de l'égalité de traitement

L'OFROU garantit l'égalité de traitement des soumissionnaires suisses et étrangers pendant toutes les phases de la procédure. Afin que ce principe soit respecté, les soumissionnaires à l'origine de prestations essentielles ou de savoir-faire avant une procédure d'adjudication et disposant donc d'un avantage concurrentiel impossible à éliminer sont exclus de la procédure en question.

3.4 Quels sont les outils de travail utilisés par l'OFROU pour les acquisitions ?

L'OFROU a élaboré le manuel sur les marchés publics évoqué au point 3.2 afin de garantir la transparence de toutes les étapes de la procédure.

En outre, tous les modèles pour les acquisitions et les contrats sont publiés sur Internet et accessibles au public :

[Modèles pour les acquisitions et les contrats \(admin.ch\)](#)

Des modèles uniformes ont été conçus pour les projets liés à la construction des routes nationales selon le droit régissant les routes nationales (relevé de l'état, construction, aménagement et entretien). Leur utilisation par les acquéreurs est obligatoire pour que soit garantie une pratique homogène. Les modèles pour les contrats, dossiers d'offre, conditions relatives à la procédure d'adjudication et garanties se trouvent dans le générateur de documents :

[Générateur de documents de l'OFROU \(admin.ch\)](#)

4 Questions fréquentes (FAQ)

Comment adjuge-t-on un marché ? Quelles sont les procédures d'adjudication existantes ?

Les prescriptions légales prévoient les quatre procédures d'acquisition suivantes :

- La procédure ouverte : le marché est publié sur www.simap.ch. Tout soumissionnaire peut soumettre une offre. Cette procédure est aussi appelée « procédure OMC », car elle est soumise aux règles internationales de l'OMC.
- La procédure sélective : la procédure se déroule en principe comme la procédure ouverte, mais en deux temps : tous les soumissionnaires intéressés présentent dans un premier temps une demande de participation. L'OFROU contrôle ensuite l'aptitude des soumissionnaires sur la base des justificatifs fournis et choisit les soumissionnaires autorisés à soumettre une offre pendant la seconde phase. L'OFROU n'adopte que très rarement des procédures sélectives.
- La procédure sur invitation : l'OFROU invite au moins trois soumissionnaires à déposer une offre. Les soumissionnaires non invités ne peuvent pas participer.
- La procédure de gré à gré : le soumissionnaire est sélectionné sans appel d'offres et le marché est adjugé directement. L'adjudicateur peut demander des offres afin de laisser s'exercer un minimum de concurrence.

La loi régleme à l'aide de valeurs seuils quelle procédure doit être appliquée à quel moment. Le tableau ci-après présente un récapitulatif des différentes procédures et leur valeur seuil selon la LMP et l'OMP. Les valeurs seuils s'entendent hors taxe sur la valeur ajoutée.

Vue d'ensemble des valeurs seuils

x = valeur du marché

Valeurs seuils	Fournitures	Services	Travaux de construction
Procédure de gré à gré	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	x < 150 000.- annexe 4, ch. 2, LMP
Procédure sur invitation	150 000.- ≤ x < 230 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	150 000.- ≤ x < 230 000.- annexe 4, ch. 2, LMP	300 000.- ≤ x < 2 mio annexe 4, ch. 2, LMP
Procédure sur invitation (protection juridique secondaire, art. 52 LMP)	150 000.- ≤ x < 230 000.- art. 52, al.1, let. a, LMP ; annexe 4, ch. 2, LMP	150 000.- ≤ x < 230 000.- art. 52, al.1, let. a, LMP ; annexe 4, ch. 2, LMP	
Procédure ouverte/sélective (protection juridique secondaire, art. 52 LMP)			2 mio ≤ x < 8,7 mio art. 52, al. 1, let. b, LMP ; annexe 4, ch. 1.1 et 2, LMP
Procédure ouverte/sélective	x ≥ 230 000.- annexe 4, ch.1.1, LMP	x ≥ 230 000.- annexe 4, ch. 1.1, LMP	x ≥ 8,7 mio annexe 4, ch. 1.1, LMP

La procédure de gré à gré peut exceptionnellement aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive à l'art. 21, al. 2, LMP. La liste des adjudications de gré à gré faites par l'OFROU en 2022 sur la base de ces dispositions exceptionnelles figure au chap. 5.8. L'OFROU veille à ne pas morceler les marchés d'une manière qui pourrait empêcher une procédure ouverte et remplacer celle-ci par plusieurs adjudications de gré à gré.

Pourquoi les marchés ne sont-ils pas tous adjugés de manière concurrentielle ?

En général, le principe ci-après vaut pour des raisons économiques : plus la valeur du marché est grande, plus la procédure est lourde et la protection juridique étendue. Dans le cadre des procédures d'acquisition, l'entité adjudicatrice n'est pas la seule à devoir assumer des dépenses : il en va de même pour les soumissionnaires. L'expérience montre que l'élaboration d'une offre représente environ 0,2 à 0,4 % de la valeur du marché, selon la complexité de l'objet du marché.

Les procédures de concours sont par nature plus contraignantes que les procédures d'adjudication de gré à gré : plusieurs soumissionnaires déposent des offres, qui sont ensuite analysées et comparées par l'entité adjudicatrice. Au final, seule une offre peut être retenue, et l'élaboration des offres n'est pas remboursée.

L'économie potentielle qui peut être réalisée dans le cadre d'un appel d'offres doit justifier les coûts au niveau de l'office et du soumissionnaire. Étant donné que cette économie n'est généralement pas réalisable dans le cas d'acquisitions de moindre envergure, la loi n'exige pas plusieurs offres, mais admet une adjudication de gré à gré.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre de procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions de grande envergure ont également été effectuées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.8 fournit des informations à ce sujet.

Quelles mesures l'OFROU prend-il pour lutter contre la corruption ?

Les marchés publics font partie des domaines particulièrement exposés à la corruption. En sa qualité de grande entité adjudicatrice des pouvoirs publics, l'OFROU a donc à cœur de sensibiliser ses collaborateurs à cette question, qu'ils procèdent eux-mêmes à des acquisitions ou non. Outre le code de conduite de lutte contre la corruption, l'OFROU a élaboré un guide ([Guide de lutte contre la corruption au sein de l'OFROU](#)) qui régleme par exemple en détail et de manière contraignante la gestion des cadeaux ou des invitations. Tous les nouveaux collaborateurs sont sensibilisés à ce thème et signent une déclaration d'impartialité. Les personnes qui participent régulièrement aux acquisitions suivent en plus des cours spéciaux.

Les collaborateurs ont également la possibilité de confier librement leurs craintes et leurs soupçons à un médiateur indépendant, à tout moment et de manière anonyme. Ils ne sont ainsi pas contraints de les garder pour eux par peur de sanctions internes.

Comment l'OFROU gère-t-il le marché suisse des ingénieurs et des planificateurs, qui est particulièrement petit ?

L'OFROU a introduit une série de mesures préventives afin d'éviter de possibles conflits d'intérêts. Il faut par exemple constituer une nouvelle équipe d'évaluation pour chaque projet afin de garantir l'objectivité de ses membres par un changement permanent des collègues de travail. L'évaluation des offres reçues à la suite de la publication de l'appel d'offres respecte strictement les critères prescrits et publiés dans les documents d'appel d'offres. Aucun écart n'est permis. Cette mesure garantit le respect de l'égalité de traitement des soumissionnaires et la transparence de l'offre. D'autres mesures figurent dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU.

Comment l'OFROU gère-t-il le fait que certains collaborateurs étaient auparavant responsables de l'adjudication de marchés dans le cadre de fonctions comparables au sein d'offices cantonaux des ponts et chaussées ou d'entreprises de l'économie privée ?

Les collaborateurs de l'OFROU qui s'occupent des adjudications sont formés en interne et sensibilisés notamment aux questions de partialité et de récusation. Tous les collaborateurs doivent communiquer à l'OFROU les conflits d'intérêt résultant de leurs activités précédentes, en signant une déclaration d'impartialité lorsqu'ils prennent leurs fonctions, puis tous les cinq ans. De plus, une réglementation initiale de récusation est régulièrement imposée afin d'éviter ne serait-ce que l'impression d'une

quelconque partialité. Les relations économiques entre les collaborateurs de l'OFROU et des entreprises du secteur du bâtiment sont interdites (par ex. dans le cadre d'activités extraprofessionnelles). Les marchés publics de l'OFROU sont régulièrement audités par le Contrôle fédéral des finances (CDF), la Révision interne (IR) et le service juridique afin de contrôler en particulier que ces normes en matière d'acquisition soient correctement mises en œuvre.

Qui évalue les différentes offres au sein de l'OFROU ?

Nous renvoyons au manuel sur les marchés publics (p. 64 ss.) pour ce qui est du processus d'évaluation des différentes offres. Il prévoit que les offres sont évaluées par l'équipe d'évaluation sur la base des critères communiqués au préalable. L'équipe d'évaluation est composée d'au moins trois collaborateurs, à savoir du chef de projet et de deux collaborateurs de l'OFROU en alternance, en veillant à ce que les supérieurs hiérarchiques ne participent pas systématiquement. Un externe peut également faire partie de cette équipe. Les trois personnes procèdent séparément et minutieusement à l'évaluation des offres, et documentent celle-ci avec précision. Ils reconsidèrent ensuite leur évaluation en plénum. La décision d'adjudication incombe en fin de compte à la hiérarchie.

L'OFROU utilise-t-il une grille concrète pour évaluer le rapport technique / l'analyse des tâches d'une offre ? Dans l'affirmative, à quoi ressemble cette grille et qui la définit à quel moment ?

La grille ou les critères utilisés pour l'évaluation sont définis dans le manuel sur les marchés publics de l'OFROU et accessibles au public. Les critères de qualification et d'adjudication valables pour le marché public sont publiés lors de la mise au concours. Les pages 28 à 30 et 33 à 43 du manuel sur les marchés publics contiennent des informations utiles en la matière.

Selon la doctrine dominante et la jurisprudence, l'autorité adjudicatrice dispose d'un pouvoir d'appréciation important notamment pour l'évaluation des « critères subjectifs » en question. Elle procède toujours dans une juste appréciation de ses obligations. Depuis la RPT, aucun recours pour « transgression du pouvoir d'appréciation » n'a été admis par un tribunal.

À quoi servent les critères d'adjudication « analyse des tâches » et « concepts GQ » ?

L'analyse des tâches et les concepts de gestion de la qualité (concepts GQ) permettent à l'adjudicataire potentiel de présenter des idées novatrices. Les idées de ce type peuvent avoir une influence décisive sur l'adjudication. Les critères en question permettent à l'OFROU de garantir que la qualité des offres et donc la capacité des soumissionnaires à innover, et pas seulement le prix, jouent un rôle important lors de la détermination de l'offre la plus avantageuse.

Comment est-il possible de tenir compte des spécificités régionales lors de l'évaluation des offres ?

L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse lors de chaque adjudication. Les délais, la qualité, le prix, la rentabilité, l'opportunité de la prestation, la compatibilité environnementale et la valeur technique sont quelques-uns des critères qu'il doit prendre en considération à cette occasion. Il n'est pas inhabituel que des entreprises régionales interviennent aussi, d'autant plus qu'elles connaissent souvent bien les spécificités locales et sont déjà présentes sur place, raison pour laquelle elles peuvent soumettre des offres intéressantes. Les connaissances des spécificités régionales devraient se traduire par une meilleure offre sur le plan économique. Cependant, les principes de transparence et d'égalité de traitement doivent être respectés dans le cadre des marchés publics. Utiliser la présence locale comme critère d'adjudication voire comme critère de qualification va à l'encontre des prescriptions légales. De tels critères favorisent clairement les entreprises locales et contreviennent ainsi au principe d'égalité de traitement.

Le système consistant à comparer entre elles des offres aussi similaires que possible ne freine-t-il pas l'innovation ?

Il y a ici une pesée des intérêts. Les directives strictes de l'OFROU relatives à l'élaboration des offres et de leurs contenus permettent d'obtenir un degré élevé de comparabilité des offres. Cela simplifie l'évaluation pour l'OFROU et garantit une égalité de traitement des différents soumissionnaires. En outre, cela réduit pour ces derniers le risque de soumettre une offre contenant des éléments non demandés ou une offre non conforme aux documents d'appel d'offres, qui devrait probablement même être exclue pour cette raison. Il en résulte cependant aussi qu'il n'est pas possible de tenir compte d'offres proposant des approches totalement différentes, potentiellement novatrices. Dans les marchés concernant la planification et l'appui au maître d'ouvrage, le critère d'adjudication « analyse des tâches » permet toutefois de gagner des points en soumettant des idées novatrices dans le cadre prescrit. Il est par ailleurs possible de soumettre des variantes, mais il faut toujours remettre une offre de base.

Le critère de la qualité revêt-t-il de l'importance lors de l'adjudication ou l'offre retenue est-elle systématiquement la moins chère ?

L'une des critiques souvent formulées est que le prix est le premier critère déterminant lors de l'adjudication de marchés, au détriment de la qualité et de la durabilité. Or, cette critique est infondée. Le droit des marchés publics prévoit à l'art. 41 LMP que le marché est adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse, autrement dit celle qui répond le mieux aux critères d'adjudication spécifiés par l'autorité adjudicatrice. L'art. 12 LFC impose à l'administration un principe d'économie des moyens, autrement dit d'employer les fonds de manière efficace et économe. Par conséquent, l'OFROU évalue les offres sur la base de différents critères et tient également compte de la qualité de l'offre (y compris de la durabilité) en sus du prix. L'offre la plus avantageuse n'est donc pas assimilable à l'offre la moins chère.

L'analyse des marchés adjugés en 2022 concernant les routes nationales a révélé que l'offre retenue pour les contrats de planification et de prestations n'était pas la moins chère dans 49 % des cas, qu'elle l'était dans 39 % des cas et qu'elle était la seule offre présentée dans 12 % des cas. S'agissant des contrats d'entreprise, ces pourcentages s'élevaient respectivement à 19 % (offre pas la moins chère), 67 % (offre la moins chère) et 15 % (unique offre présentée). Voir les détails et les commentaires figurant à l'annexe 5.7.

Comment l'OFROU gère-t-il les sous-enchères (dumping) ?

L'OFROU a conscience du fait que si des tarifs horaires bas constituent certes une chance, ils représentent aussi des risques. L'OFROU est tenu légalement de retenir l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si un prix total semble anormalement bas par rapport aux prix des autres offres, l'offre correspondante ne peut pas être simplement exclue de la procédure. En pareil cas, l'OFROU est tenu de procéder à un examen plus détaillé. Il doit garantir que le soumissionnaire concerné remplit les conditions de participation à la procédure (cf. art. 38, al. 3, LMP). Si celui-ci ne peut pas en apporter la preuve, son offre doit être exclue.

De plus, l'office doit veiller à garantir des conditions équitables et transparentes dans le cadre de ses appels d'offres ainsi que l'égalité de traitement de tous les soumissionnaires. Rejeter simplement une offre présentant des tarifs horaires bas avec pour seul argument qu'elle comporte des « prix de dumping » n'est pas admis juridiquement. Il arrive qu'un nouvel acteur du marché essaie de remporter un appel d'offres en jouant la carte du prix, par exemple parce que ses personnes-clés disposent de moins d'expérience que celles de la concurrence. Cette possibilité doit être conservée, faute de quoi l'OFROU influencerait directement les structures de la branche des ingénieurs. Indépendamment du prix, les critères d'aptitude garantissent toutefois que le marché ne sera pas adjugé à des entreprises qui ne conviennent pas.

Comment les nouvelles entreprises peuvent-elles quand même obtenir un marché si l'OFROU pondère de manière si importante le critère des références ?

Une entreprise qui ne dispose pas des références en question peut s'associer à d'autres entreprises pour former une communauté de soumissionnaires (par ex. communauté d'ingénieurs [CI] ou communauté de travail [CT]) ou assumer certaines tâches partielles en qualité de sous-traitante et obtenir ainsi de premières références. L'OFROU doit garantir une bonne exécution des projets, raison pour laquelle l'exigence d'une expérience dans des projets comparables est indispensable.

Un soumissionnaire qui n'obtient pas le marché sait-il comment son offre a-t-elle été évaluée ?

Il est important pour l'OFROU d'informer les soumissionnaires des résultats de l'évaluation. C'est la raison pour laquelle les soumissionnaires reçoivent en principe un tableau d'évaluation sous forme anonyme. Par ailleurs, l'OFROU propose des débriefings, lors desquels les soumissionnaires non sélectionnés sont informés notamment des principales raisons justifiant que leur offre n'a pas été retenue ainsi que des caractéristiques et des avantages déterminants de l'offre choisie.

Quels sont les moyens juridiques dont dispose un soumissionnaire en désaccord avec la décision d'adjudication prise par l'OFROU ? Un soumissionnaire doit-il s'attendre à être désavantagé lors de futurs appels d'offres s'il forme un recours contre une décision de l'OFROU ?

Les personnes concernées peuvent recourir auprès du Tribunal administratif fédéral contre les décisions de l'OFROU relevant du champ d'application de la LMP. Sont concernés les marchés énumérés dans les annexes 1 à 3 de la LMP qui dépassent les valeurs seuils et ne font pas l'objet d'une exception. L'art. 53, al. 1, LMP énumère de façon exhaustive les décisions sujettes à recours. En 2022, six recours ont été déposés contre des décisions de l'OFROU (cinq contre des décisions d'adjudication et un contre une annulation du marché). L'OFROU a obtenu gain de cause dans quatre procédures, mais a perdu dans une autre affaire ; une procédure est encore en suspens auprès du Tribunal administratif fédéral.

Les collaborateurs de l'OFROU sont tenus d'évaluer chaque offre sans préjugés. La question de savoir si un soumissionnaire a déposé par le passé un recours contre une décision d'adjudication ne joue aucun rôle dans l'évaluation de son offre.

Que sont les avenants et pourquoi y en a-t-il régulièrement au sein de l'OFROU ?

Un avenant est une prestation additionnelle dans le cadre de rapports contractuels existants. Différentes raisons peuvent justifier la création d'avenants, par exemple la modification de commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus (autres conditions de construction, évolution des normes, prescriptions, etc.) ou à diverses difficultés lors du projet (clarification insuffisante des besoins, dossier d'appel d'offres du maître d'ouvrage incomplet, livraison tardive des plans par un mandataire / le maître d'ouvrage, déroulement des travaux entravé, etc.). Étant donné que l'OFROU ne passe que rarement des marchés pour des produits standard et que les projets de construction ont pour propriété importante d'avoir un caractère unique, il ne sera pas possible d'éviter à l'avenir non plus les avenants malgré les importants efforts déployés pour améliorer les documents d'appel d'offres.

Comment l'OFROU traite-t-il le thème de la durabilité dans les marchés publics ?

Dans le cadre de l'aménagement et de l'entretien des routes nationales, l'OFROU étudie la durabilité de ses projets au moyen des instruments EbeN et NISTRA afin de garantir leur conformité aux objectifs de développement durable et d'adopter des mesures adéquates. Les aspects environnementaux font partie intégrante des projets, qui sont systématiquement assortis d'un rapport d'impact sur l'environnement ou d'une notice d'impact. Dans ses manuels techniques, l'OFROU définit des exigences relatives aux matériaux et aux composants employés : il autorise par exemple que l'asphalte soit en grande partie réutilisé et fixe des prescriptions minimales concernant la durée de vie et l'efficacité énergétique de l'éclairage des tunnels. Les dimensions sociale et écologique de la durabilité sont prises en considération dans les conditions de participation aux appels d'offres (respect des conditions de

travail, de l'égalité salariale entre femmes et hommes ainsi que des prescriptions en matière de protection de l'environnement ; cf. art. 12 LMP).

De surcroît, dans le contexte de l'entrée en vigueur du nouveau droit sur les marchés publics, l'OFROU a ajouté des critères d'adjudication relatifs à la durabilité dans son manuel sur les marchés publics. Outre l'analyse du mandat, le responsable du projet peut exiger une analyse de la durabilité, dans laquelle un planificateur ou un entrepreneur peut présenter des solutions d'optimisation et des innovations liées au projet dans des domaines tels que la gestion des matériaux, la réduction des émissions ou la sécurité au travail. Concernant les équipements d'exploitation et de sécurité, le critère d'adjudication relatif aux coûts du cycle de vie peut être appliqué en sus du prix nominal, afin de tenir compte notamment des coûts d'exploitation et de maintenance dans l'appel d'offres.

5 Statistiques 2022 des marchés publics de l'OFROU

5.1 Base des analyses

En septembre 2022, l'OFROU a introduit l'application BKM pour la gestion des coûts de construction. Fondé sur SAP, ce nouvel instrument de planification des investissements et de controlling de l'ensemble des coûts des projets relatifs aux routes nationales a remplacé l'ancien système TDCost. Depuis le lancement de BKM, les contrats portant sur les routes nationales sont également traités dans l'outil informatisé de gestion des contrats de l'administration fédérale (GCo adm.féd.). Ce dernier permet aux unités administratives de disposer d'une application standardisée pour la procédure d'acquisition et de réaliser des analyses consolidées en vue du contrôle des acquisitions au niveau de l'unité administrative, du département et de l'administration fédérale. L'introduction de GCo adm.féd. a nécessité une adaptation de la méthodologie pour l'élaboration des analyses. Tandis que les données portant sur les catégories d'achats 21.01 (contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales) et 21.02 (contrats d'entreprise concernant les routes nationales) se rapportaient à la date de l'adjudication au cours de l'année de référence dans les rapports sur les marchés publics de l'OFROU établis jusqu'ici, elles se réfèrent désormais à la date d'entrée en vigueur du contrat (chap. 5.2 à 5.5). En outre, les avenants relatifs à un contrat prenant effet avant 2022 ne sont plus présentés sous la forme d'acquisitions séparées, conformément au standard de la Confédération. La méthodologie ayant changé, il n'est pas toujours possible de comparer les données avec celles des précédents rapports sur les marchés publics de l'OFROU.

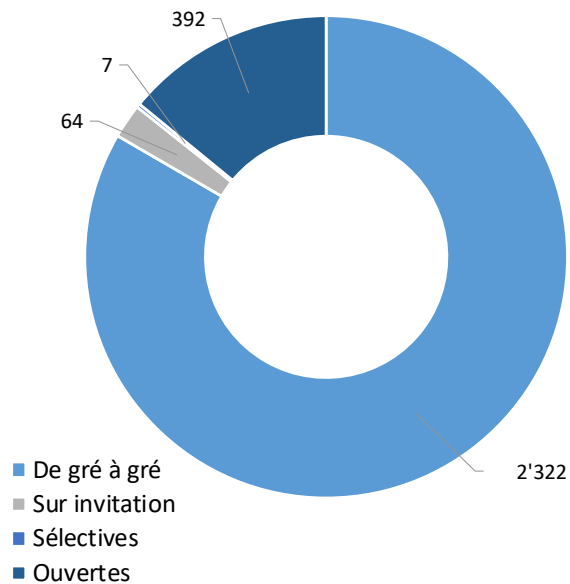
Les données figurant aux chap. 5.6 à 5.8 se fondent toujours sur les adjudications, étant donné qu'elles reposent sur des analyses tirées de l'application répertoriant les adjudications de marchés, laquelle fait elle-même partie intégrante de l'application GCo adm.féd.

Les adaptations en question permettent d'harmoniser les statistiques des acquisitions de l'OFROU avec celles des autres unités de l'administration fédérale.

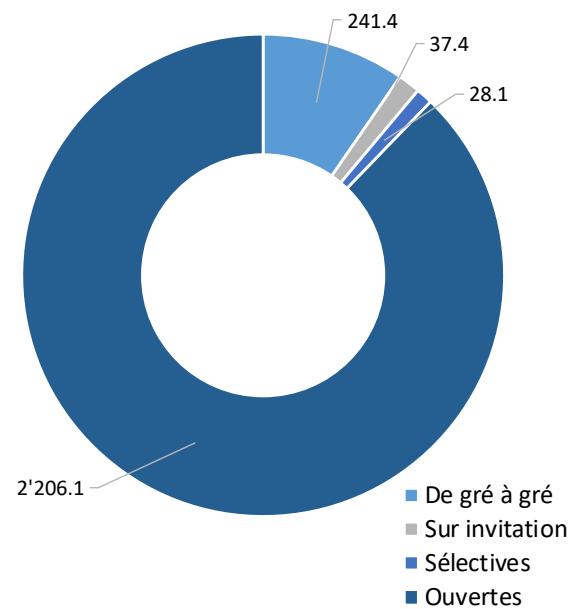
5.2 Vue d'ensemble des acquisitions effectuées en 2022 par type de procédure et catégorie d'achat

2022	Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.01)		Contrats d'entreprise concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.02)		Contrats de fourniture de matériel et de prestations informatiques (catégorie d'achat 21.03)		Autres catégories d'achat		Σ Acquisitions		%	
	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.	Nombre	Mio. Fr.
De gré à gré	1'229	102.0	846	124.9	14	1.7	233	12.8	2'322	241.4	83%	9.6%
Sur invitation	14	3.1	44	33.6	1	0.2	5	0.6	64	37.4	2%	1.5%
Sélectives	0	0.0	2	18.1	3	9.4	2	0.6	7	28.1	0%	1.1%
Ouvertes	191	329.1	157	1'841.5	3	1.7	41	33.9	392	2'206.1	14%	87.8%
Total	1'434	434.2	1'049	2'018.0	21	12.9	281	48.0	2'785	2'513.1	100%	100.0%

Nombre de contrats conclus



Volume des contrats conclus (en millions de CHF)



Le tableau précédent montre que l'OFROU a passé 2785 contrats ou commandes en 2022, pour une valeur totale supérieure à 2,5 milliards de francs. Ces chiffres ne comprennent pas les acquisitions des unités territoriales faites pour l'exploitation des routes nationales ni celles des cantons dans le cadre de l'achèvement du réseau (voir chap. 2 But et contenu).

Les acquisitions de gré à gré dominant, avec un pourcentage de 83 %. Il s'agit en règle générale d'acquisitions de moindre envergure, pour un montant inférieur à 150 000 francs (prestations de service et prestations de construction) ou 50 000 francs (livraisons). Pour des raisons économiques, la loi prévoit une adjudication de tels marchés sans appel d'offres : le potentiel d'économies d'un appel d'offres ne justifie pas les coûts au niveau de l'office et des soumissionnaires.

L'OFROU examine les prix de manière très précise dans le cadre des procédures de gré à gré, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les grandeurs de référence sont les prix offerts pour des prestations comparables en situation de concurrence. À titre exceptionnel, des acquisitions pour des montants plus importants ont également été réalisées selon la procédure de gré à gré. Le chap. 5.8 fournit des informations à ce sujet.

Plus que le nombre de procédures d'acquisition, ce qui importe est d'attribuer la grande majorité des fonds (en l'occurrence 90 %) en situation de concurrence. 88 % du volume, soit 2,2 milliards de francs environ, ont été adjugés par l'OFROU dans le cadre de procédures ouvertes, 1,5 % (37,4 millions de francs) selon une procédure sur invitation et 1 % (28 millions) à l'issue d'une procédure sélective

5.3 Volumes des contrats par catégorie d'achat

Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.01)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	671	15.5
50'000 à < 250'000	579	64.9
250'000 à < 1 million	90	50.7
1 million à < 5 millions	78	168.2
5 million à < 10 millions	11	73.0
>= 10 millions	5	61.9
Total	1'434	434.2

Contrats de fourniture de matériel et de prestations informatiques (catégorie d'achat 21.03)

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	4	0.12
50'000 à < 250'000	11	1.54
250'000 à < 1 million	3	1.89
1 million à < 5 millions	3	9.35
Total	21	12.90

Contrats d'entreprise concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.02)

	Anzahl	∑ in Mio.
< 50'000	396	8.7
50'000 à < 250'000	384	48.1
250'000 à < 2 millions	177	116.9
2 millions à < 5 millions	50	154.3
5 millions à < 10 millions	23	175.1
10 millions à < 50 millions	15	302.8
50 millions à < 100 millions	1	62.4
>= 100 millions	3	1'149.7
Total	1'049	2'018.0

Autres catégories d'achat

	Nombre	∑ en millions
< 50'000	180	1.7
50'000 à < 250'000	80	9.0
250'000 à < 1 million	15	10.9
1 million à < 5 millions	5	13.6
5 million à < 10 millions	0	0.0
≥ 10 millions	1	12.7
Total	281	48.0

En 2022, l'OFROU a passé dans presque toutes les catégories d'achats des contrats ou des commandes représentant des volumes très différents. Les petits contrats ont été les plus nombreux, mais les gros contrats ont dominé en termes de valeur. On peut en déduire que l'OFROU est un donneur d'ordre potentiel pour des entreprises de différentes tailles (voir aussi le nombre de partenaires contractuels au chap. 5.4).

5.4 Nombre de partenaires (crédeurs) avec lesquels l'OFROU a conclu des contrats en 2022

Le tableau ci-dessous montre que l'OFROU entretient des relations d'affaires avec une multitude de partenaires, allant d'entreprises de construction actives sur la scène internationale à des entreprises unipersonnelles fournissant des prestations de conseil. Les chiffres prennent en considération tous les fournisseurs, quelle que soit la taille de leur entreprise. Les communautés de soumissionnaires (CI ou CT) sont comptabilisées séparément.

	Nombre de partenaires contractuels
Contrats d'entreprise RN (21.02.)	770
Contrats de prestations et de planification RN (21.01)	640
Contrats de fourniture de matériel et de prestations informatiques (21.03)	17
Autres catégories d'achat	224

5.5 Montant des contrats en 2022 par canton et à l'étranger, en millions de francs (siège du partenaire contractuel)

Le tableau ci-dessous montre que des adjudicataires de toutes les régions du pays ont profité des marchés de l'OFROU.

Même si les entreprises étrangères peuvent aussi participer aux appels d'offres ouverts, seuls 11,9 millions de francs (soit 0,9 % environ du montant des adjudications) sont allés à des adjudicataires étrangers.

	Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales (21.01)	Contrats d'entreprise concernant les routes nationales (21.02)	Contrats de fourniture de matériel et de prestations informatiques (21.03)	Autres catégories d'achat	Total par canton
Argovie	13.1	499.4	6.5	0.3	519.3
Appenzell Rhodes-Ext.	-	0.0	-	-	-
Appenzell Rhodes-Int.	0.2	-	-	-	-
Bâle-Campagne	6.7	3.2	-	2.2	12.1
Bâle-Ville	8.6	4.6	0.3	3.8	17.3
Berne	30.7	628.9	0.9	17.3	677.8
Fribourg	4.4	24.6	-	0.1	29.0
Genève	14.1	30.2	-	0.1	44.4
Glaris	0.3	0.3	0.1	0.1	0.8
Grisons	13.1	32.1	-	1.5	46.7
Jura	0.1	0.2	-	0.0	0.3
Lucerne	7.0	208.7	-	0.4	216.1
Neuchâtel	19.6	61.1	-	0.2	80.9
Nidwald	0.4	1.7	0.1	0.3	2.4
Obwald	0.3	5.8	-	-	6.1
Schaffhouse	2.7	0.1	-	0.0	2.7
Schwytz	0.4	7.7	-	0.0	8.2
Soleure	3.8	36.4	1.1	0.0	41.3
Saint-Gall	20.7	5.2	0.0	0.3	26.2
Thurgovie	3.4	6.5	-	0.2	10.1
Tessin	104.4	125.0	-	12.8	242.3
Uri	0.8	78.2	-	0.0	79.1
Valais	4.9	29.4	0.0	0.1	34.4
Vaud	33.4	40.9	-	0.8	75.1
Zoug	0.7	1.6	-	0.1	2.4
Zurich	138.9	177.2	3.6	6.4	326.1
Étranger	1.6	9.1	0.3	0.9	11.9
TOTAL	434.2	2'018.0	12.9	48.0	2'513.1

5.6 Adjudications les plus importantes en 2022

Contrats d'entreprise concernant les routes nationales

En 2022, l'OFROU a adjudgé six contrats d'entreprise pour des montants supérieurs à 40 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, sans TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) – Lotto 341, Galleria principale sud – opere da impresario costruttore	463.2	Consorzio Marti 2TG Lotto 341 c/o Marti Tunnel AG	BE	16.08.2022
N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) – Lotto 241, Galleria principale nord – opere da impresario costruttore	433.4	ARGE secondo tubo c/o Implenia Schweiz AG	ZH	16.08.2022
N01/38 Ausbau Nordumfahrung Zürich (ANU) Los 3: Instandsetzung Gubristunnel 1. und 2. Röhre. Los 300: Hauptarbeiten BAU	170.9	ARGE GUBRI c/o Implenia Schweiz AG	ZH	11.03.2022
N02 EP12 Bellinzona, Lotto 201	86.9	Consorzio CasCa c/o Mancini & Marti SA	TI	10.06.2022
N16 Upn.Tavannes-Bözingenfeld	47.8	Consortium TP3 p.a. Infra Tunnel SA	NE	13.07.2022
N02 Büel – Seedorf	42.9	ARGE Urschwyz – Seedorf c/o Marti Bauunternehmung AG Luzern	LU	15.12.2022

Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales

En 2022, l'OFROU a adjudgé trois contrats de prestations et de planification pour des montants dépassant 15 millions de francs.

Projet	Montant du contrat (en millions de francs, sans TVA)	Partenaire contractuel	Canton de provenance du partenaire contractuel	Publication de l'adjudication dans simap
N01, 080229, 6S LUHÄ, Luterbach - Härkingen 6 Streifen Ausbau / Bauleitung Bau	39.2	IG 6S Bauleitung c/o B + S AG	BE	25.08.2022
N01.22 090037 - Wankdorf - Schönbühl 8-Spur	25.6	IG Grauholz c/o BG Ingenieure und Berater AG	BE	27.07.2022
N2 Potenziamento Lugano – Mendrisio	17.0	Consorzio TI-LUME+ c/o Pini Group SA	TI	22.12.2022

5.7 Adjudications au profit des soumissionnaires ayant présenté les offres les moins chères

Étant donné qu'en sus du prix, des critères qualitatifs sont déterminants pour les appels d'offres de l'OFROU, l'offre la moins chère n'est pas systématiquement la plus avantageuse et donc celle qui décroche le marché.

L'analyse des marchés adjugés en 2022 en situation de concurrence (procédures ouvertes et sur invitation) livre les résultats suivants :

2022	Contrats de prestations et de planification concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.01)		Contrats d'entreprise concernant les routes nationales (catégorie d'achat 21.02)		Σ Adjudications	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Offre unique	20	12%	23	15%	43	13%
Offre la moins chère	63	39%	104	67%	167	52%
Autres offres	80	49%	29	19%	109	34%
Total	163	100%	156	100%	319	100%

Sur les 319 marchés adjugés en situation de concurrence et concernant des prestations de construction et de services pour les filiales des divisions Infrastructure routière, environ la moitié d'entre eux (52 %) ont été attribués aux entreprises ayant soumis les offres les moins chères, tandis que dans 14 % des cas, seule une offre admise a été déposée, devenant ainsi automatiquement l'offre la moins chère et la plus avantageuse. Dans 34 % des cas, le marché n'a pas été adjugé au soumissionnaire ayant présenté l'offre la moins chère, si bien que l'offre la plus avantageuse n'était pas la moins onéreuse.

Si l'on fait abstraction des situations dans lesquelles seule une offre a été déposée, il apparaît clairement que pour les contrats de prestations et de planification, le critère déterminant dans plus de la moitié des cas (80 contre 63) était la qualité et non le prix. A contrario, s'agissant des contrats d'entreprise, pour lesquels la pondération du prix est généralement plus élevée, l'offre la moins chère a été retenue dans 104 cas, tandis que 29 offres ont fait la différence grâce à une meilleure qualité pour compenser l'écart de prix.

Les analyses actuellement disponibles ne permettent pas de savoir dans quelle mesure le prix était réellement déterminant à chaque fois que l'offre retenue était la moins chère. Dans certains cas, il est probable que l'adjudicataire aurait obtenu le marché même avec un tarif plus élevé compte tenu de la qualité de son offre.

5.8 Adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale en 2022

Comme expliqué au chap. 5.2, ce sont avant tout les marchés de moindre envergure qui sont attribués dans le cadre d'une procédure de gré à gré. Les limites correspondantes, aussi appelées « valeurs seuils », sont fixées dans les annexes de la LMP (voir chap. 4, 1^{re} question). La procédure de gré à gré peut à titre exceptionnel aussi être utilisée avec des montants plus importants. Les exceptions sont définies de manière exhaustive à l'art. 21, al. 2, de la LMP. L'OFROU interprète ces dispositions de manière restrictive. Toutefois, il est parfois contraint d'adjuger des marchés d'envergure dans le cadre de procédures de gré à gré. Ainsi, dans le cas des avenants (par ex. pour cause de modifications des commandes suite à des événements imprévisibles ou imprévus), changer de partenaire contractuel en cours de projet pourrait engendrer des coûts élevés, des risques importants ou une grande perte de temps.

En 2022, 90 adjudications de gré à gré ayant dépassé la valeur seuil légale ont fait l'objet d'une publication en vertu de dispositions exceptionnelles (cf. légende). Parmi celles-ci, 72 constituaient des avenants à des contrats de base souvent adjugés en situation de concurrence, en particulier pour les avenants particulièrement importants.

Le tableau synoptique figurant aux pages suivantes liste l'ensemble des adjudications de gré à gré qui ont dépassé la valeur seuil fixée par l'OMC et été publiées sur le site simap.ch en 2022.

Légende concernant les dispositions d'ordonnance mentionnées dans le tableau reproduit aux pages suivantes et leur brève justification légale des adjudications de gré à gré :

Article dérogatoire	Description
Art. 21, al. 2, let. a, LMP	Pas d'alternative ou pas d'alternative adéquate
Art. 21, al. 2, let. b, LMP	Accord affectant la concurrence
Art. 21, al. 2, let. c, LMP	Particularité technique, protection de la propriété intellectuelle
Art. 21, al. 2, let. d, LMP	Urgence
Art. 21, al. 2, let. e, LMP	Marché complémentaire

Procédures de gré à gré de la compétence de l'OFROU et ayant dépassé la valeur seuil du 1.1.2022 au 31.12.2022 (selon publication dans simap)

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	16'081'106	x		ARGE Marti Brienzersee c/o Marti AG Bern	N08.60 EP Interlaken Ost - Brienz - Baumeisterarbeiten Gesamtsanierung Abschnitt Interlaken Ost - Brienz - Nachtrag 2	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Bauarbeiten im Abschnitt N08, Projekt EP Interlaken Ost – Brienz, bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Instandsetzungsarbeiten sind äusserst anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse beim sehr komplexen Gesamtprojekt in Abhängigkeit der Arbeiten unter Verkehr verfügt. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde. Weiter wurde bei der Vergabe des Grundvertrages in der Ausschreibung darauf hingewiesen, dass gleichartige Bauarbeiten, welche sich auf den Grundvertrag beziehen, freihändig vergeben werden können. Da es sich um gleichartige Bauarbeiten handelt, sind die Voraussetzungen gegeben, die Arbeiten freihändig zu vergeben.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	14'393'644		x	S. Facchinetti SA	N20.71 180010 NEB Contournement Le Locle	Selon article 21 al. 2 lit d LMP	En raison d'évènements imprévisibles (danger d'éboulement) et de l'urgence du projet, il n'a pas été possible de suivre une procédure ouverte malgré l'importance du chantier. Dans le cadre des travaux de contournement du Locle par la N20, la carrière des Granges, située à l'ouest de la ville du Locle, le long de la Rue de France, a fait l'objet d'une attention particulière. En effet, ce site, concerné par un effondrement de ~70 000 m3 en octobre 2017, subit à nouveau des déformations pouvant potentiellement déboucher sur un nouvel éboulement d'importance. L'urgence de la réalisation des travaux de sécurisation était telle qu'une procédure ouverte même avec les délais raccourcis ne pouvait être lancée suffisamment tôt (augmentant le risque d'effondrement). La procédure de gré à gré était indispensable pour permettre à l'adjudicataire de commencer ces travaux de sécurisation dans les plus brefs délais. Au vu du montant en jeu et afin d'utiliser les derniers publics de façon rationnel, le pouvoir adjudicateur a reçu 3 offres qu'il a évaluées sur la base de critères connus des 3 soumissionnaires.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	5'980'050	x		Consorzio Lotto 301 c/o Implenia Svizzera SA	N2 EP04 Airolo-Quinto, Lot 301, tracé secteur Quinto: ouvrages de génie civil et de revêtements routiers	Art. 21 Abs. 2 lit. e LAPub	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari non previste. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà quali ad esempio una esecuzione parziale delle opere con problemi di sicurezza e importanti ritardi esecutivi. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero, oltre alle nuove installazioni di cantiere e conseguente allungamento dei lavori, stimati ad almeno il 50 % superiore all'aggiunta in oggetto, il che non sarebbe sostenibile economicamente. Per i dettagli si rimanda alle spiegazioni contenute nel Riassunto della situazione contrattuale.
21.04 Bauten Nationalstrassen, Betrieb und Unterhalt	4'720'000		x	Viasuisse AG	Verbreitung von Verkehrsinformationen	Art. 21 Abs. 2 lit. c BöB	Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten. Aktuell gibt es in der Schweiz kein Unternehmen, welches sowohl die vertraglichen, organisatorischen wie auch technischen Voraussetzungen erfüllen würde, um anstelle der Viasuisse die Distribution von Verkehrsinformationen schweizweit sicherzustellen. Eine Verbreitung mit nationaler Abdeckung kann durch einen Drittanbieter auch nicht in der geforderten Zeit aufgebaut werden, um die Distributionsgarantie des ASTRA zu erfüllen. Die alternative Verbreitung der Verkehrsinformationen durch das ASTRA selber, würde eine unverhältnismässige Kostensteigerung verursachen. Bei einem Drittanbieter wäre das Risiko von Qualitätseinbussen und Betriebsunterbrüchen bei der Verbreitung der Verkehrsinformationen sehr hoch. Aus ökonomischen und qualitativen Gründen gibt es aus oben genannten Gründen keine angemessene Alternative.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	4'151'421	x		IG Kerenzberger c/o AFRY Schweiz AG	070191, N03-70 KER, PV-TP1	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten in N03/70 Kerenzbergertunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Der Anbieter ist mit dem Mandat Projektierung und Realisierung der Betriebs- und Sicherheitsausrüstung (PV-TP1) beauftragt. Die qualitativ hochstehende Leistungserbringung sowie die aufgrund der Projektkomplexität nicht vorhandene klare Schnittstelle verunmöglichen einen Mandatswechsel. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (nicht vorhersehbare Risiken innerhalb des Projekts) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf zirka CHF 1.5 - 2 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	3'741'496	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast c/o Locher Ingenieure AG	070191, N03-70 KER UPlaNS Weesen - Murg (Kerenzerberg), PV-TP2	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten in N03/70 Kerenzerbergtunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Der Anbieter ist mit dem Mandat Projektierung und Realisierung Tunnel/SiSto (PV-TP2) beauftragt. Die qualitativ hochstehende Leistungserbringung sowie die aufgrund der Projektkomplexität nicht vorhandene, klare Schnittstelle, verunmöglichen einen Mandatswechsel. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (nicht vorhersehbare Risiken innerhalb des Projekts) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf zirka CHF 1.5 - 2 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	3'710'577	x		Implenia Schweiz AG	N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Los 242, Umlegung SiSto Nord	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB.	Die Grundbeschaffung wurde im offenen/selektiven Verfahren vergeben. Im Projekt sind zusätzlich/unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten im Projekt 2TG für die Umlegung S Sto NORD bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Vortriebsarbeiten für die Umlegung SiSto Nord sind sehr anspruchsvoll und komplex. Die vielen parallelaufenden Arbeiten müssen eng koordiniert werden. Dies kann nur durch den bisherigen Anbieter ausgeführt werden, da nur er die notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten betreffend die Arbeitssicherheit/Terminen und zusätzlichen Schnittstellen bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 0.5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	3'325'466		x	BKW Energie AG	N16- Upn.Tavannes-Bözingenfeld - Installations définitives MT T8- T6-T4	Selon article 21 al. 2 lit c LMP	Le soumissionnaire dispose d'une connaissance technique approfondie des installations moyenne tension qui alimente les tunnels 8-6 et 4, et lui seul était en mesure d'intervenir sur son réseau de distributions moyenne tension.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	3'323'440	x		Groupement ACTEF p.a. T ingénierie (Holding) SA	N01.02 080162 Jct. du Grand-Saconnex	Selon l'article 21 al. 2 let e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus nécessitant des prestations supplémentaires. Les études de projet de la jonction autoroutière du Grand-Saconnex exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Vu l'avancée des travaux, il n'est pas possible de changer de prestataire à ce stade. Seul l'adjudicataire actuel entre en ligne de compte puisqu'il a développé le projet, assume la responsabilité de son projet et connaît l'historique des problèmes rencontrés lors de ce chantier. Un changement de prestataire aurait pour conséquence une perte importante de la maîtrise technique du projet et de son suivi, des difficultés importantes sur la responsabilité du projet et sur sa planification. Le rattrapage de la maîtrise technique du projet et de son suivi aurait représenté plusieurs milliers de CHF et le risque économique lié au changement de prestataire aurait pu s'élever à plusieurs millions CHF.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	3'085'907	x		Consorzio Ceneri 201 c/o Mancini & Marti SA	MP-070076 opere principali impr. costruttore - aggiunta	Art. 21 cpv.2 lett. e LAPub	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori in questione riguardano la modifica e l'aggiunta in corso d'opera di prestazioni non previste oppure originariamente definite in maniera diversa da quanto resosi necessario con l'affinamento del progetto per la costruzione delle opere. Prestazioni oggetto di rivendicazione da parte del Consorzio Ceneri 201, discusse e decise congiuntamente durante gli incontri con USTRA del 16 settembre 2021 e 7 ottobre 2021. Prestazioni che richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà di cessione a terzi di parti d'opera già realizzate per le quali decadrebbe anche la garanzia.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'847'718	x		ARGE Grenzbrücke Hydrojet AG	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / TP2 Kunstbauten, Brücke Grenze D/CH (Objekt Nr. 925) - Nachtrag (Mittelrinnenersatz)	Gemäss Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Bauarbeiten für den Ersatz aller defekten, längs zur Brückenachse verlaufenden Entwässerung-srinnen im Rahmen der Instandsetzung der Grenzbrücke N02 in Basel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die bisherige ARGE als Auftragnehmerin hat umfassende Kenntnis der örtlichen Gegebenheiten sowie der technisch einzigartigen Speziallösung für die vorgesehene Entwässerung und ist mit aufwändigen Gerüsten vor Ort installiert. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten wie z.B. eine massive Verlängerung der Baumassnahmen mit einhergehenden zusätzlichen Verkehrsbe-einträchtigungen sowie eine abermalige aufwändige Gerüstinstallation im Perimeter von DB und SBB auf Schweizer wie auch auf deutschem Boden.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'566'260	x		Consorzio Lucendro, c/o Sersa Group AG (Schweiz)	N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Los 122, Bahnanlagen – Baumeister- und Bahntechnikerarbeiten	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari non prevedibili. 1 lavori per gli impianti ferroviari richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. La realizzazione dei nuovi impianti ferroviari nell'ambito delle stazioni in esercizio è complessa e richiede una stretta coordinazione anche con le altre attività che si svolgono in cantiere. La prestazione può essere eseguita da un unico offerente, in quanto solo lui possiede le necessarie conoscenze delle condizioni locali. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà in relazione alle tempistiche esecutive e introdurrebbe ulteriori interfacce con il rischio di non raggiungere la qualità richiesta. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca 0.3 Mio CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	2'321'441	x		Groupement TA09 TP5 p.a. Pini Groupe SA	N09.48 080010 Upn.Vennes-Chexbres+PUN	Selon l'article 21 al. 2 let e LMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus nécessitant des prestations supplémentaires. Les études de projet d'assainissement de l'A9 sur les communes de Chexbres et Puidoux exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les travaux de remise en état sont exigeants et ne peuvent être réalisés que par le seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Un changement de prestataire aurait entraîné des difficultés importantes et des frais supplémentaires d'environ CHF 3 mio. Au vu des multiples études et documents produits par le mandataire de base au cours d'une dizaine d'années, un changement de mandataire aurait impliqué une perte des

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
							connaissances historiques du projet.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'315'591	x		STRABAG AG Zweigniederlassung Erstfeld	N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Los 201, Baustellenvorbereitung, Erschliessung, prov. Bauten	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten in Göschenen im Projekt 2TG bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die erforderlich gewordenen Arbeiten sind sehr anspruchsvoll und komplex, sie können nur von einem Anbieter erbracht werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten in der Koordination mit den anderen Arbeiten bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 0.5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	2'086'543	x		Consorzio NUBE 321 c/o Edilstrada SA	N2 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Lotto 321: Accessi provvisori, sottopasso Foppe, ponte Canaria e strada fra Cantonale e ponte Canaria	l'art 21 capoverso 2 lettera e LAPub.	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari non prevedibili. I maggiori oneri riguardano principalmente le nuove infrastrutture eguite da USTRA per conto del Comune. La prestazione può essere eseguita da un unico offerente, in quanto deve essere eseguita parallelamente ed in stretta coordinazione con altri interventi previsti per il cantiere del secondo tubo e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà in relazione alle tempistiche esecutive e introdurrebbe ulteriori interfacce con il rischio di non raggiungere la qualità richiesta. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 0.5 Mio CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	1'848'806	x		Consortium BEFALEM p.a. S. Facchinetti SA	N09.48 080010 Upn.Vennes-Chexbres+PUN - Travaux principaux de génie civil - TP3.201 - ID 8163	Selon l'article 21 al. 2 let e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus nécessitant des prestations supplémentaires. L'ouvrage à fournir par l'entreprise n'a pas changé. La dissociation des travaux conduirait à un arrêt de chantier et à un non-respect du contrat d'entreprise avec des conséquences très importantes sur les coûts de l'ouvrage. Plusieurs marchés complémentaires sont en lien avec des objets ponctuels d'exécution dont le reste des travaux est inclus dans le marché de base. La réalisation des événements imprévisibles par une autres entreprise sont complexes, coûteuses, voire impossible pour des raisons de conflits entre entreprise, de garantie sur les autres travaux en lien avec les compléments. Les coûts complémentaires directs engendreraient des installations complémentaires de l'ordre de 20% de l'avenant sans compter de la perte d'efficacité et perte de rendement estimé à 25% pour un total d'environ CHF 600'000.- , ce qui ne constitue pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	1'800'000		x	Verkehrshaus der Schweiz	N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Ausstellung 2TG im Verkehrshaus	Art. 21 cpv. 2 lett. c BöB.	Das Verkehrshaus in Luzern versteht sich als «Museum und Themenpark für sämtliche Bereiche der Mobilität». Es ist mit rund einer Million verkaufter Eintritte (2019) das meistbesuchte Museum der Schweiz. Das Verkehrshaus wird besucht von Menschen, die eine hohe Affinität zum Thema Mobilität (MIV, ÖV, Flugverkehr) haben, insbesondere von Familien, Schulklassen und Unternehmen, die im Verkehrshaus eine Veranstaltung durchführen. Das Verkehrshaus ist mit einer Anfrage ans ASTRA herangetreten, für die kommenden zehn Jahre eine sogenannte Themeninsel zur 2. Röhre des Gotthardstrassentunnels (2TG) zu realisieren. Für dieses Grossprojekt stellt das Verkehrshaus eine gute Gelegenheit dar, um neben den beiden Infocentern in Airolo und Göschenen weitere Interessierte ausserhalb des Projektperimeters zu erreichen. Es gibt keinen anderen Anbieter als das Verkehrshaus.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	1'782'682	x		Groupement TA09 p.a. AJS ingénieurs civils SA	N09.48 080010 Upn.Vennes-Chexbres+PUN - APR GC TP3 - Lot B	Selon l'article 21 al. 2 let e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet sur la région de Lutry sur la N09 exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Toutes les prestations supplémentaires qui font l'objet de cet avenant sont étroitement liées au mandat initial et il n'était pas envisageable, ni techniquement, ni économiquement, de les donner à un autre prestataire de services car celles-ci exigent une connaissance accrue de l'état existant et/ou on impact directement sur le projet prévu dans la prestation de base. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes pour la maîtrise des coups, la qualité du projet et la stabilité des planning. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env CHF 1.2 mio, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	1'584'198	x		IG BP2 c/o Bänziger Partner AG	070191, N03-70 KER, BHU	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die BSA-Projektierungsarbeiten in N03/70 Kerenzerbergtunnel bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Der Anbieter ist im Rahmen seines Auftrages mit dem Mandat Bauherrenunterstützung (BHU) beauftragt. Die qualitativ hochstehende Leistungserbringung und die aufgrund der langjährigen Projektentwicklung vorhandenen Detailkenntnisse sprechen klar für eine Aufrechterhaltung des Mandats. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (nicht vorhersehbare Risiken innerhalb des Projekts) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf zirka CHF 1 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	1'556'236		x	Marcel Bonvin & Fils SA	N09.58 120074 IBB Indivis CE assainissement global - Lot N° 109B - Ferblanterie et couverture	Art. 21 Abs. 2 lit. a BöB	Im offenen Verfahren, welches am 01.10.2021 publiziert wurde, ging kein Angebot ein. Die Zuschlagspublikation erfolgte gemäss Art. 21 Abs. 2 lit a BöB in einem freihändigen Verfahren unter Konkurrenz, wobei 4 Anbieter zur Offerteingabe eingeladen wurden. Das günstigste Angebot erhielt den Zuschlag.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'518'798	x		IG BL-STB c/o ILF Beratende Ingenieure AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Bauleitung Bau - Nachtrag	Gemäss Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB.	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten am Sanierungstunnel Belchen STB, in Hägendorf/Eptingen, bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Fertigsstellungsarbeiten sind anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erbracht werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse kennt. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten, neue Einarbeitung mit entsprechender zeitlicher Verzögerung, bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 2.5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	1'288'520		x	Sopra Steria AG	N05, 090091, N5 VOMA BSA, VOMA BSA Lengnau - Luterbach / Los 602 - BLS	Art. 21 Abs. 2 lit. c BöB	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projektes, insbesondere über die zu erweiternde Software-Lösung, in welche die neuen Anlagen integriert werden sollen. Die zu erweiternde Software besteht aus einer SCADA-Lösung, welche nur bei diesem Anbieter beschafft werden kann (proprietäre Software). Es gibt keine Alternative, da das geistige Eigentum beim Anbieter liegt und dieses nicht durch Dritte lizenziert werden kann.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'278'535		x	Bergauer AG	070054, N01-54 SWO, Integration UeLS GEVI	Art. 21 Abs. 2 lit. c BöB	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projekts, insb. können die für das Projekt notwendigen Hardwarelieferungen und Dienstleistungen nur durch den ursprünglichen Anbieter erbracht werden, da der Softwarequellcode für Dritte nicht zur Verfügung steht. Erweiterungen durch Dritte würden zwingend rechtliche Fragen wie Verantwortung und Haftung am Gesamtsystem nach sich ziehen. Es gibt keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'187'468	x		Renzo Tarchini Cantieri & Contratti SA	N2 EP04 Airolo - Quinto, Direzione Locale dei Lavori (DLL)	Art. 21 Abs. 2 lit. e LAPub	<p>USTRA ha discusso e accettato di implementare l'organico DLL con una nuova persona nella figura del responsabile computi che si occupa dell'iter e delle tempistiche di fatturazione delle prestazioni di IM L301 e della gestione delle OC/OS/AC - Supporto del team DLL EP04 per aspetti tecnico-contrattuali e giuridico-contrattuali. Queste prestazioni non sono previste nel contratto base del team DLL. - Maggiore impegno dei veicoli di cantiere in seguito all'allungamento del cantiere dovuto ai ritardi del L301; inoltre, l'esigenza di maggior sorveglianza del cantiere, causa problematiche di sicurezza e qualità dell'esecuzione, ha reso necessario maggiori spostamenti - Maggior impiego di personale in seguito alla necessità di aumentare la sorveglianza sul terreno. Di conseguenza tutto il team DLL sarà impiegato per ulteriori 9 mesi supplementari. La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Per garantire la continuità e qualità dei lavori attualmente in corso, solo l'offerente conosce il decorso delle operazioni e possiede le necessarie conoscenze delle concrete relazioni di avanzamento dei lavori. - Solo l'offerente iniziale entra quindi in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa - Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà quali ad esempio una interruzione dei lavori di almeno 9 mesi, con problemi di sicurezza del cantiere abbandonato e ritardi esecutivi non compatibili con l'inizio di altri cantieri autostradali già pianificati. - I maggiori costi legati alla rimessa a concorso della DLL causerebbero, oltre ai costi di fermo del cantiere e dell'impianto di produzione di miscele bituminose, un allungamento dei lavori inammissibile. I costi sono stimati in diversi milioni di CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente.</p>

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'154'520		x	Andrea Dotta Sagl	MP-120043 - Servizio valanghe	Art. 21 Abs. 2 lit. c BôB	Nell'ambito del cantiere USTRA del secondo tubo del San Gottardo è necessario implementare un servizio di allarme valanghe che esegua durante i mesi invernali un monitoraggio costante della situazione di pericolo e decida, qualora necessario, la sospensione dei lavori nelle aree dove il pericolo è elevato. L'attività si svolge soltanto durante il periodo invernale e non garantisce un impiego a tempo pieno del personale addetto. Il servizio di allarme valanghe dovrà inoltre essere reperibile e disponibile durante tutto il periodo di attività in cantiere, che si svolge 7 giorni su 7 e 24 ore su 24. Essendo necessari sopralluoghi e rilievi sul terreno per valutare le situazioni di pericolo, una conoscenza specifica del territorio è inoltre ritenuta indispensabile. In base a queste esigenze, il servizio di allarme valanghe può essere svolto unicamente da figure residenti nella regione del cantiere, che dispongono delle conoscenze specifiche del territorio e che possano garantire un intervento in tempi brevi, qualora necessario. Devono inoltre disporre di una comprovata esperienza nell'ambito della valutazione del pericolo di valanghe. Le ricerche effettuate hanno permesso di individuare nella Andrea Dotta Sagl. l'unica impresa locale con le peculiarità necessarie a svolgere il mandato. Si compone di guide alpine diplomate con lunga esperienza nel tema di pericoli di valanghe; il personale risiede nelle vicinanze dei cantieri di Airolo e Göschenen. Durante tutti i mesi invernali possono garantire la necessaria presenza in cantiere per svolgere il servizio richiesto. Non vi è un'adeguata alternativa.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'045'537	x		IG Rothenbrunnen - Vial	080322 BHU und Globales EK	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB.	Die Grundbeschaffung wurde im offenen/selektiven Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten im EP22 AS Rothenbrunnen- AS Vial bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Koordination der laufenden Planungs- und Bauaufgaben sind überaus anspruchsvoll und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur der die notwendigen Kenntnisse aus den letzten 12 Jahren Planung, deren Abhängigkeiten und die Informationen der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel zum aktuellen Zeitpunkt würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten (das erarbeitete Wissen und die komplexen Abhängigkeiten zu berücksichtigen), erhebliche Kosten generieren und den geordneten Projektlauf gefährden.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	1'073'600	x		IG Engineering N08	N08.60 080290 EP Interlaken Ost - Brienz, ÖBL (Phase 52/53) - Nachtrag 1	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich machen. Die Realisierungsarbeiten im Projekt EP Interlaken Ost – Brienz - TP4 BSA / PV BSA bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten wie z.B. Planung von Provisorien, Umbauprozesse und Integrationen. Die Projektierung sowie Fachbauleitung der laufenden BSA-Arbeiten sind sehr anspruchsvoll und können nur vom bereits mandatierten Planer erbracht werden, weil die Projektkenntnisse für eine reibungslose Umsetzung zwingend nötig sind. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde. Zudem würde der Wechsel zu massiven Terminverzögerungen führen, da sich das Projekt mitten in der Realisierungsphase befindet.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	947'480		x	Sopra Steria SA	N09.48 080010 Upn.Vennes-Chexbres+PUN - TP6.650 Système GTS N01+	Selon l'article 21 al. 2 lit. c LMP	Le soumissionnaire initial a obtenu l'adjudication dans le cadre d'une procédure gré à gré . Le prestataire actuel dispose d'une connaissance technique approfondie du système existant ainsi que des droits de propriété intellectuelle sur le code-source à modifier dans le cadre du présent marché. Ces prestations sont destinées à étendre des fonctionnalités déjà fournies et développées. La compatibilité et la garantie de ces équipements ne peut être assurée qu'en passant par le concepteur du système de base de cette GTS N01. Un changement de planificateur aurait pour conséquence des coûts supplémentaires allant d'environ CHF 500'000, ce qui ne serait pas justifiable économiquement. Dès lors, il n'y a pas de solution de rechange adéquate.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	943'940		x	Ticos E&S AG	160066, UELS GE VI, Adapterschicht UeLS SG	Art. 21 Abs. 2 lit. c BöB	Der Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projekts, insb. der Software-Schnittstellen des Leitsystems UeLS zu Abschnittsrechnern, gegenseitigen Visualisierung und Bedienung, Sammelalarm, Rückbau und Abschaltung von Komponenten auf Perimeter des Kantons und Anbindung des kantonalen UeLS. Aus Gründen des geistigen Eigentums (Quellcode) gibt es keine angemessene Alternative.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	929'434	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordast	080247, N01-40 EHS, NO PÄA31-83	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Nur mit der Nutzung des projektspezifischen Knowhows des PV Bau lassen sich die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Mass erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf mehrere CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	899'294	x		Consultest SA	MP-071017 Lotto 310 laboratorio del committente aggiunta 2	Art. 21 Abs. 2 lit.e LAPub	Si tratta di una riesecuzione di tappe di intervento a causa di non conformità ai requisiti contrattuali, da parte di IM L301, sulle pavimentazioni delle fasi 4 e 5 e a seguito del riscontro di non conformità qualitative delle pavimentazioni eseguite da L301 nonché di maggiore impegno e presenza alle riunioni di cantiere a supporto del committente/FU/DGL/DLL per i lavori delle fasi 4 e 5. Essendo le prestazioni state eseguite in corso d'opera, in relazione all'avanzamento dei lavori, non è stato possibile interrompere le attività per l'allestimento di un nuovo bando in quanto questo avrebbe, di fatto, causato il blocco dei lavori di esecuzione e avrebbe comportato delle gravissime ripercussioni finanziarie. La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari non previste. I lavori in oggetto richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Queste prestazioni non potevano essere previste nel contratto di base, e sono maturate nel corso dell'avanzamento dei lavori a causa delle difficoltà esecutive, degli imprevisti e delle importanti carenze qualitative delle imprese operanti in cantiere, e possono essere eseguite da un unico offerente, in quanto solo lui conosce il decorso del progetto e possiede le necessarie conoscenze delle fasi precedenti. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. I maggiori costi legati all'interruzione dei lavori, in attesa di un nuovo bando e dell'assegnazione dei lavori ancora da eseguire, sarebbero stimati a diversi milioni di CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente. Un nuovo bando di concorso è stato nel frattempo avviato nel più breve tempo possibile per l'assegnazione dei restanti lavori ad un nuovo offerente.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	856'653		x	C + E Planing AG	F3, 220003, VMCH LU AG, RoadMap VMCH GHGW Enforcement LUAG / BHU und OBL BSA	Art. 21 Abs. 2 lit. a BôB	Im vorangegangenen offenen Verfahren (Ausschreibung SIMAP Meldungsnummer 1264037 vom 24.06.2022) sind keine Angebote eingegangen.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	798'354		x	Niederegger AG Bauingenieure ETH/SIA	210028, N07-76FOST, BHU	Art. 21 Abs. 2 lit. a BôB	Im vorgehenden offenen Verfahren (Ausschreibung simap vom 22.11.2021) sind keine Angebote eingegangen, welche die Eignungskriterien erfüllten. Die Ausschreibung wurde abgebrochen und der Auftrag wurde freihändig vergeben.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	781'882	x		Letech AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 022 Kabalanlage LWL und SOS - Nachtrag	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Tunnel Bözberg bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Während der Realisierung hat sich der Bedarf an Verlegung und Rückbau von LWL- und Kommunikationskabel erheblich verändert. Dabei müssen sehr viele Ergänzungsarbeiten an den bereits realisierten Installationen umgesetzt werden. Die Anpassungen sind anspruchsvoll und können nur vom gleichen Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde die angebotenen Nachtragsaufwendungen (Installations-/Materialpreise, deren Instruktion/Einführung, Sicherheitsschulungskosten und Begleitung vor Ort) um ca. 30 % übersteigen. Ein Anbieterwechsel würde daher zu substantziellen Mehrkosten führen. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden auf ca. CHF 0.5 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	774'724	x		IG ILBP BSA, c/o IM Maggia Engineering SA	N02 Secondo tubo San Gottardo (2TG) - Ingenieurleistungen BSA	Art. 21, Abs. 2 lit. e BôB.	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Arbeiten in Airolo und Göschenen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Nur der PV BSA kennt bereits alle Grundlagen (Pläne, Berechnungen) sowie Ansprechpartner (Gemeinde, Dritte) und Schnittstellen (andere PV Bau Tunnel und AOD), um die Zusatzleistungen zu erbringen. Es gibt keine Alternative dazu; ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten und Verspätungen in der Planung und der Realisierung bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf mehrere Hunderttausend CHF geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	740'947	x		Krebs und Herde GmbH	080247, N01-40 EHS, NO PÄA31-83	Art. 21 Abs. 2 lit. c BôB	Der bisherige Anbieter verfügt über vertiefte technische Kenntnisse des Projekts, insbesondere das geistige Eigentum an der Gestaltung des Parks. Aufgrund der künstlerischen Besonderheiten bei der Parkgestaltung kommt für die Umsetzung von Projektänderungen nur ein Anbieter in Frage. Es gibt keine angemessene Alternative.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	651'816	x		BG Ingénieurs Conseils SA	APR BSA phases MK jusqu'à mise en service	Selon l'article 21 al. 2 let e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires visant à remplacer, à compléter et à accroître les prestations déjà fournies. Les études de projet en lien avec le tronçon Yverdon-Estavayer, exigent une connaissance technique approfondie des prestations réalisées jusqu'ici, comme par exemple la prise en compte des impacts issus de la modification de planning des travaux définis (suite aux conclusions des études MK-MP). Toutes ces prestations supplémentaires sont spécifiques, liées et couplées à celles inhérentes au mandat de base, et ne peuvent être réalisées que par un seul soumissionnaire. Le changement de celui-ci entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	638'409		x	BKW Energie AG	N16 Upn.Tavannes-Bözingenfeld - Installations provisoires MT - T8-T6-T4	Selon l'article 21 al. 2 lit.c LMP	Le soumissionnaire dispose d'une connaissance technique approfondie des installations moyenne tension qui alimente les tunnels 8-6 et 4, et lui seul peut intervenir pour des installations provisoires de distribution d'énergie sur son réseau de distributions moyenne tension. Dès lors, il n'y a pas de solution de rechange adéquate.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	629'595	x		IUB Engineering AG	N02, 080008, EP STB, Sanierungstunnel Belchen STB / Projektierung und Bauleitung BSA Mehraufwendungen Phasen 52 + 53	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im (Sanierungstunnel Belchen/Hägendorf) bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Projektierung und Bauleitung der laufenden BSA-Arbeiten sind sehr anspruchsvoll und können nur vom bereits mandatierten Planer erbracht werden. Die Kenntnisse über die bisherigen Konfigurationen zur Integration ins übergeordnete Betriebsleitsystem sind zwingend nötig. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten (der bisherige PV hat bereits die Grundlagen erarbeitet und die Entwicklung der Steuerungsanbindung sowie die Planung der Abnahmen und Inbetriebnahmen vorbereitet). Diverse Lose sind für die termingerechte Inbetriebnahme des Tunnels kritisch. Ein Wechsel würde zu massiven Terminverzögerungen (Inbetriebnahme STB per Juli 2022) und zu erheblichen Mehrkosten führen.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	626'300	x		IG Bödeli c/o Basler & Hofmann AG	N08.52 EP Spiez - Interlaken West, PV Bau EK/MK - Nachtrag 3	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren beschafft und vergeben. Die nachtragsberechtigten Leistungen für die Zusatzaufwendungen einer UeMa im Abschnitt 4, einer Verbreiterung der Kragplatten im Bereich Krattigen sowie den nötigen Abklärungen wurden von der Bauherrschaft bestellt und vom Auftragnehmer am 18.05.2022 nachofferiert. Die nachofferierten Leistungen sind eine Erweiterung zum Grundauftrag, die aufgrund der PSS-Entscheide erfolgen. Ein Anbieterwechsel würde infolge grossem Knowhow- und Zeitverlust sowie erhöhtem Koordinationsaufwand zu erheblichen Schwierigkeiten führen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden zudem auf > ca. CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht verantwortbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	614'718	x		KIBAG Bauleistungen AG	100133, WHSIGHAUSE, Erdbau, Hartflächen, Umgebung	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Im Rahmen der Bauarbeiten beim Stützpunkt Müllheim mussten für die Baugrube aufgrund der Grundwassersituation längere Spundwände verwendet werden. Im Zuge dessen gab es auch eine Bereinigung bei der Wasserhaltung. Beide Arbeiten wurden an den Anbieter vergeben und erweitern den Auftrag im Bereich der Länge der Spundwand resp. im Bereich der Wasserhaltung. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde insbesondere aufgrund der zusätzlichen Schnittstellen (Aushub, übrige Baugruben erstellen, Bauablauf) erhebliche Schwierigkeiten mit sich bringen.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	576'250		x	Freyssinet S.A.	N01.08 080166 ENG Goulet Crissier - Remplacement de joints de chaussée éch. Ecublens (ID 8099)	Selon l'article 21 al. 2 let c LMP	Actuellement, tous les éléments de joints constituant les joints de chaussée sont de type Freyssinet, tant pour les anciens éléments alvéolaires (Multiflex) que pour les nouveaux éléments métalliques (WPM), dont certains ont déjà été posés en 2019. Le prestataire dispose d'une connaissance technique approfondie du projet et il est intervenu sur des joints existants construits par lui-même. Notre intervention consistant à changer les plaques de protection, pour des questions de compatibilité et de garanties, seul ce prestataire peut intervenir. Dès lors, il n'y a pas de solution de rechange adéquate.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	553'875	x		Consorzio IPECS c/o AFRY Svizzera SA	N2 EP04 Airolo-Quinto, progettazione e direzione lavori TP07 elettromeccanica	Art. 21 Abs. 2 lit. e LAPub	La commessa di base é stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari non previste riguardanti impianti di sicurezza quali i sistemi detezione colonna della Galleria del S. Gottardo e GHGW. I lavori in oggetto richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora per poter integrare le nuove opere a quelle esistenti in modo ottimale. Queste prestazioni non potevano essere previste nel contratto di base, e sono maturate in più fasi nel corso dell'avanzamento del progetto e dell'esecuzione e per motivi di sicurezza del tratto autostradale, e possono essere eseguite da un unico offerente in quanto solo lui conosce il decorso del progetto e possiede le necessarie conoscenze delle fasi precedenti. Un cambiamento di offerente avrebbe causato importanti difficoltà tecniche e di sicurezza quali il fermo del progetto e dei lavori di costruzione come pure i rifacimenti di impianti di sicurezza appena eseguiti. I maggiori costi legati al cambiamento di offerente non sarebbero sostenibili economicamente, oltre a generare importanti ritardi alla messa in esercizio di impianti di sicurezza.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	552'210	x		Consorzio TI-LUME DLL c/o Lombardi SA	160081 Galleria Melide-Grancia ÜMA, DLL e AAL	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). Le prestazioni di Direzione Locale dei Lavori presso la galleria Melide Grancia richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora in quanto si tratta di completare le attività relative alla canna S-N, la cui durata si è ulteriormente protratta anche a seguito della prima aggiunta contrattuale giungendo sino al termine del mese di ottobre 2022 a causa delle difficoltà tecniche incontrate. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà ed assoluto svantaggio per il committente dal momento che il consorzio di DLL/AAL ha seguito tutti i lavori, conosce le attività realizzate, le criticità e le modalità operative e che si appresta ora ad eseguire le ultime verifiche tecniche inclusi i collaudi e gli esami tecnici necessari alla riconsegna della canna S-N all'esercizio. Tutto ciò in vista del prossimo trasferimento dei lavori nella canna N-S, dove è già stato affidato un nuovo incarico di DLL su procedura pubblica, per altro affidato al medesimo consorzio.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	501'675	x		Sauber + Gisin AG	N01, 080229, 6S LUHÄ, Luterbach - Härkingen 6 Streifen Ausbau / Ingenieur- resp. Planerleistungen Projektverfasser BSA, Sia-Phase 3 bis 5 - Nachtrag	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten des PV BSA/Luterbach - Härkingen 6 Streifen Ausbau bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Erweiterung der Signalisation mit GHGW im erweiterten Perimeter Härkingen - Safenwil bedingt zusätzliche Ingenieurleistungen für die Projektierung und Ausführung. Diese Arbeiten sind anspruchsvoll und können nur erbracht werden, wenn Abläufe und notwendige Kenntnisse vorhanden sind, da die Signalisation über alle angrenzenden Perimeter in einem Signalisationssystem realisiert wird. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten wie Schnittstellenprobleme und Koordinationsaufwand bereiten.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	495'820	x		INGE BZI 2.0 c/o Lombardi SA Ingegneri Consulenti	N02, 120093, N2 TU BZI, Tunnel Belchen Zweite Instandsetzung (BZI) / Projektverfasser Bau ab Phase 32 NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt "N02, 120093, Tunnel Belchen Zweite Instandsetzung" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten und Mehrkosten bereiten

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	486'000	x		IG GTA c/o Gähler & Partner AG	080152, N04-06 FAE, NO 2 PV Sisto Cholfirst	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Vergabe "N04/06 Erhöhung Tunnelsicherheit, SiSto Cholfirst" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bereits getätigten Arbeiten. Die Hauptarbeiten des bergmännischen Tunnelvortriebs im anspruchsvollen Baugrund sind bereits zur Hälfte erbracht und können nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur dieser die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine angemessene Alternative dazu; ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten wie Know-how/Wissensverlust, Terminplan/Verzögerung und Kosten/Kostensteigerung bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels würden sich auf etwa 50 % des Nachtrags belaufen, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	485'100	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NA Mehraufwendungen EWA Waldgarten, Ereignislüftung	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Um das Fortlaufen des Projekts zu gewährleisten, sind die fundierten Kenntnisse des Projektverfassers von entscheidender Bedeutung. Nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des PV lassen sich die Fehlerquellen wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf mehrere CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	484'635	x		R + R Burger und Partner AG	080279, N01-36 GRU, Bauherrenunterstützung	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden aufgrund von Beschwerden gegen die Plangenehmigungsverfügung Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Vergabe "N01/36 Grünau, Anschl. Schlieren - Europabrücke" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Der ursprüngliche Realisierungszeitpunkt und der geplante Abschluss des Projekts wurden hinfällig. Mit vorliegendem Nachtrag sollen die bisherigen Leistungen der Auftragnehmerin um die anstehenden Phasen ab Realisierung der Hauptarbeiten bis Projektabschluss erweitert werden. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche technische und organisatorische Schwierigkeiten bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden zudem auf ca. 20% des Nachtrags geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	481'356	x		Inge Gallus TKG c/o Gruner Schweiz AG	070054, N01-54 SWO, Hauptplaner Bau, Mandat Trasse, Kunstabauten, Geote	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Aufgrund der Koordination mit Drittprojekten wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten für die Instandsetzung der Stadtautobahn St. Gallen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Zusatzleistungen können nur vom bisherigen Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat; nur dadurch können das Risiko von Doppelspurigkeit und hoher Zusatzaufwand bei der Koordination mit Dritten vermieden werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bei der Koordination sowie Mehrkosten von deutlich mehr als 50% der Nachtragssumme verursachen, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	476'590	x		Consorzio KWN Biaschina c/o Kummeler + Matter EVT SA	N2 Galleria Biaschina e Gribbiasca - BSA / Lotto 8400 - Comando traffico e segnaletica	Art. 21 cpv. 2 lit e LAPub	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si sono resi necessari lavori supplementari o adeguamenti non previsti, in un caso anche urgenti. I lavori sull'impianto di comando traffico e segnaletica della galleria Biaschina richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora, come descritto qui di seguito. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà (ripresa del progetto e integrazione in un sistema in esercizio). I maggiori costi legati al cambiamento di offerente sarebbero stimati attorno a ca. 1 Mio CHF, il che non sarebbe sostenibile economicamente. .
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	475'000	x		Schällibaum AG	100133, WHSIGHAUSE, Generalplaner Neubau Stützpunkt Müllheim	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Stützpunkt Müllheim bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Leistungen ergänzen und erweitern (u.a. Projektierung DP, Bauleitungsarbeiten) die bereits durch die Anbieterin erbrachten Leistungen. Es gibt keine Alternative dazu, ein Wechsel des Generalplaners (Projektverfasser und Bauleitung) während der Realisierungsphase würde bei den noch ausstehenden Bauleitungsaufgaben erhebliche Schwierigkeiten (Wissensverlust, Bauverzögerungen) bereiten und wäre unverhältnismässig. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden zudem auf zirka CHF 60'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	468'374	x		IG top proven c/o Emch+Berger WSB AG	N02, MP-110077, EP BÜELSEE, EP Büel - Seedorf / PV + BL Bau - NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt EP Büel - Seedorf bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Projektierung ist anspruchsvoll und komplex und kann nur vom bereits beauftragten Anbieter bearbeitet werden, weil nur er die notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten sowie substantielle Mehrkosten in der Höhe von ca. CHF 80'000. und Synergienverlust bereiten.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	462'000	x		Inge K12 Plus SN Zürich Nordost c/o Locher Ingenieure AG	080247, N01-40 EHS, NO Unterstützung BH in sämtlichen Stakeholderbelan	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Um das Fortlaufen des Projekts zu gewährleisten, sind die angeeigneten, fundierten Kenntnisse des aktuellen Projektverfassers von entscheidender Bedeutung. Ebenso lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Knowhows des PV die Fehlerquellen (=Sicherheitsdefizite) wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel wäre mit erheblichen Schwierigkeiten (technisch/inhaltlich, Vorwissen/Randbedingungen etc.) verbunden und dessen Aufwand beliefe sich auf Mehrkosten von mehreren CHF 100'000.-.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	461'868	x		Consortium N5 Mur 108 p.a Fachinetti SA	Assainissement mur NB 108 - Travaux GC	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet concernant l'assainissement du mur NB108 à La Neuveville exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Un changement d'entreprise à ce stade du projet générerait des difficultés importantes pour la réalisation et à la coordination des tâches restantes à effectuer. Vu l'exiguïté du chantier et l'absence de surfaces d'installations supplémentaires, il n'était pas possible de faire intervenir une entreprise supplémentaire sur ce chantier. Les délais de réalisation imposés par les mesures d'exploitation des CFF ne permettaient pas la mise en appel d'offres pour ces prestations. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env. CHF 2 mio, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	451'475	x		Pini Group SA	MP-080005 Supporto al committente BHU	Art. 21 cpv. 2 lett. e LAPub	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori legati al progetto N02EP12 ed al Semisvincolo di Bellinzona richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora ed in particolari delle articolate interfacce fra le esigenze cantonali e federale e dello sviluppo progettuale nelle varie fasi sia a livello tecnico sia finanziario e possono essere eseguiti da un unico offerente, l'attuale BHU, in quanto solo lui conosce il decorso delle operazioni e possiede le necessarie conoscenze delle concrete relazioni/rapporti. Solo l'offerente iniziale quindi entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	450'000	x		Andreas Steiger & Partner AG	N02, 090053, EP REISU, Erhaltungsprojekt Reiden - Sursee / Bauherrenunterstützung - NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die verschiedenen Projekte EP ReiSu, WTK LU und AS Dagmersellen wurden als Prioritäres Projekt zusammengefasst, da diese im gleichen Perimeter liegen und gleichzeitig realisiert werden. Im ursprünglich im offenen Verfahren beschafften Auftrag der BHU waren einerseits der AS Dagmersellen inkl. Knoten Gäuerhof als auch die neu ins Projekt aufgenommen 3 SABAs nicht Projektbestandteil der BHU. Aufgrund der oben erwähnten Gesamtorganisation konnten bzw. können diese BHU-Leistungen nicht durch einen Dritten geleistet werden. Die bisherigen Leistungen wurden im Rahmen der Bauherrenreserve abgewickelt. Nun ist dieses Budget aufgebraucht und der Auftrag muss für die Fertigstellung der offenen Projektteile erhöht werden
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	450'000	x		Inge FLH c/o Flückiger + Bosshard AG	080260, N04-08-2, PV TN/TU N03	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Vergabe "Kleinandelfingen - Verzweigung Winterthur Nord, Engpass" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aufgrund der vier Beschwerden musste die Planung mehrfach geprüft und angepasst werden. Ebenso wurden aufgrund der Verhandlungen mit den Beschwerdeführerinnen zusätzliche Planungsleistungen notwendig. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf zirka CHF 500'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	449'875		x	JAUSLIN STEBLER AG	N05, 200045, AS GREBYPAS, AS Grenchen: Bypass / Bauherrenunterstützung	Art. 21 Abs. 2 lit. a BôB	Im vorangegangenen offenen Verfahren (Ausschreibung SIMAP Meldungsnummer 1202921 vom 07.07.2021) sind keine Angebote eingegangen.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	447'983	x		IG N5 VOMA BSA c/o Brüniger + Co. AG	N05, 090091, N5VOMA BSA, VOMA BSA Lengnau - Luterbach / Projektverfasser und Bauleiter BSA - Nachtrag	Art. 21. Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt 090091/N5 VOMA BSA Lengbau - Luterbach bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Im Rahmen der Ausarbeitung des Massnahmenprojektes wurde festgestellt, dass zusätzliche Anlagenteile kurzfristig erneuert und angepasst werden müssen, um einen sicheren Betrieb der Nationalstrasse zu gewährleisten. Die Arbeiten mussten zeitnah durch den beauftragten Planer durchgeführt werden. Nur so konnte sicherstellt werden, dass die erforderlichen Massnahmen ins Projekt einfliessen, in den UN-Submission berücksichtigt und zeitnah im Rahmen der geplanten Unterhaltssperrungen umgesetzt werden können. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten und zu deutlichen Verzögerungen in der Bearbeitung führen. Entsprechend wäre keine zeitnahe Umsetzung im Rahmen der anstehenden Sperrfenster möglich gewesen. Alleine durch die zusätzlich nötigen Sperrungen wären geschätzte Mehrkosten von CHF 110'000.- entstanden.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	436'240	x		IG N08 EP IOB-BSA c/o IUB Engineering AG	N08.60 080290 EP Interlaken Ost - Brienz, Beschaffung Planer BSA - Nachtrag 2	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich machen. Die Realisierungsarbeiten im Projekt EP Interlaken Ost – Brienz - TP4 BSA / PV BSA bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten wie z.B. Planung von Provisorien, Umbauprozesse und Integrationen. Die Projektierung sowie Fachbauleitung der laufenden BSA-Arbeiten sind sehr anspruchsvoll und können nur vom bereits mandatierten Planer erbracht werden, weil die Projektkenntnisse für eine reibungslose Umsetzung zwingend nötig sind. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde. Zudem würde der Wechsel zu massiven Terminverzögerungen führen, da sich das Projekt mitten in der Realisierungsphase befindet.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	434'185	x		Consorzio TIGRI c/o IM Maggia Engineering SA	MP-070007 Progettazione e DLT/DLL BSA	Art. 21 cpv. 2 lett. e LAPub	<p>La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). Le prestazioni di progettazione e di direzione dei lavori per gli interventi sugli impianti di esercizio e sicurezza presso la galleria del San Bernardino richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Le prestazioni riguardano interventi a compendio o estensione di misure effettuate o già in atto e con le quali è presente una profonda dipendenza tecnica. Le prestazioni relative agli interventi sull'impianto ventilazione e media tensione (chiusura vecchie aspirazioni, chiusura delle aperture della vecchia ventilazione trasversale, esecuzione delle misure aeruliche dopo il risanamento della soletta, manutenzione delle cappe esistenti) non erano conosciute né preventivabili all'epoca dell'attribuzione del mandato base, e risultano intimamente connesse con gli interventi di sostituzione della ventilazione di aspirazione e della ventilazione longitudinale, previste nel mandato base. Le prestazioni di direzione dei lavori per l'esecuzione dei provvisori necessari ai lavori del genio civile e per la sostituzione del cavo fibrolaser richiedono una coordinazione dettagliata ed efficace con le fasi del cantiere della ventilazione, gestite dal consorzio TIGRI in qualità di direzione dei lavori per BSA; è necessario in tal senso minimizzare i rischi di dispersione delle responsabilità e di generazione di interfacce supplementari al fine di evitare disagi all'esercizio stradale. Le prestazioni relative ai termoportali richiedono la coordinazione dettagliata con l'integrazione con le misure in corso determinate dagli interventi sulla ventilazione per la modifica del sistema informatico LSK di gestione della galleria. Infine, anche prestazioni di supporto per la traduzione di documenti e la ricerca della nuova BHU hanno richiesto la conoscenza approfondita dell'oggetto delle misure in essi descritte. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà ed assoluto svantaggio per il committente di carattere tecnico ed economico dal momento che il consorzio TIGRI ha seguito tutti i lavori, conosce le attività realizzate, le criticità e le modalità operative, inoltre è assicurata una chiarezza delle responsabilità e una minimizzazione dei rischi generati da interfacce supplementari.</p>

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	433'642	x		Ingenieur-gemeinschaft B2 c/o Bänziger Partner AG	N04, MP-110016, EP RÜKÜ, EP VZ Rütihof - AS Küssnacht / Projektverfasser WTK - NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt EP RÜKÜ bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Dies betrifft insbesondere den Bauablauf, weshalb der Wechsel von Schlüsselpersonen zwingend zu vermeiden ist. BIM-Pilotprojekt: Nur die Zuschlagsempfängerin kann das bereits ausgelöste BIM-Pilotprojekt sinnvollweise weiter bearbeiten. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten und einen Mehraufwand von CHF 100'000.- verursachen.
21.02 Constructions de routes nationales, prestations de construction (contrats d'entreprise)	425'002	x		Consortium SFD p.a. DEXA SA	N01.10 140058 - Lot D5.1 - Installation de vidéosurveillance numérique en réseau haut débit en tunnel (ID 8057)	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus exigeant des prestations supplémentaires en raison d'une défaillance globale récemment annoncée par la police FR. Changer de soumissionnaire aurait des conséquences importantes en terme d'allongement des délais, de connaissances techniques approfondies du projet à acquérir, de surcoûts de maintenance et de formation, de la mise en œuvre de nouveaux capteurs de DA1, d'un développement nécessaire d'interfaces, de l'organisation de tests. Un changement de soumissionnaire aurait entraîné des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env. CHF 1 mio, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	422'899	x		Rudolf Keller & Partner Verkehrsingenieure	N02/N14, 100054, BYPASS LU, Gesamtsystem Bypass Luzern / Spezialist Verkehr - NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt "N02/N14, 100054, Gesamtsystem Bypass Luzern" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (Kompatibilität mit bisherigen Materialien, Dienstleistungen, Anlagen und Leistungen wie Computerprogramme ist nicht gegeben) bereiten.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	406'000	x		F. Preisig AG Bauingenieure und Planer	N02, MP-080221, EP ACH BE, EP Acheregg - Beckenried / BHU - NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Projekt EP Acheregg - Beckenried bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Nur die Zuschlagsempfängerin hat die vorliegend erforderlichen vertieften Projektkennnisse. Bei einer Vergabe an eine andere Anbieterin müsste sich diese komplett neu in alle bereits geleisteten Arbeiten einarbeiten. Es entstünden von Seiten der weiteren Projektbeteiligten wie auch auf Seiten der Projektleitung massive Mehraufwendungen. Die Mehrkosten für die Einarbeitung, weitergehende Begleitung und die zusätzlichen Koordinationssitzungen werden auf CHF 115'000.- geschätzt.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	399'900	x		IG SAP c/o SNZ Ingenieure und Planer AG	100048, ANU LOS 4, Bauleitungsmandat UED Stelzen	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten der Vergabe ANU Los 4 Tunnel Stelzen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bereits getätigten Arbeiten. Das Projekt ist aufgrund der Einheitlichkeit des Bauwerks zwingend ganzheitlich zu betrachten, was auch für die Beurteilung des vorliegenden Nachtrags gilt. Der Kontinuität der Bauleitung muss grosses Gewicht beigemessen werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel resp. eine Parallelführung von zwei Bauleitungen mit Auftrennung der Aufträge würde erhebliche organisatorische und koordinative Schwierigkeiten bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf mehrere CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	385'900	x		Haerter & Partner AG	100049, ANU BSA, Fachingenieur Raumlüftung	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der ANU BSA bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aus Gründen der Nachhaltigkeit, technischen Detailkenntnisse und der Weiterführung der aktuellen hohen Qualitätsstandards im Projekt Ausbau Nordumfahrung Zürich können die Leistungen nur von einem Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (wirtschaftlicher und technischer Natur) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden zudem auf zirka CHF 55'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	375'300	x		Groupement OPAN-BG	N01.10 130060 Upn.Oulens-ESSERT-PITTET+PUN	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet (N01/ UPN Oulens – Essert-Pittet – VoMa K) exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les travaux de remise en état sont exigeants et ne peuvent être réalisés que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes au vu de la complexité et de la coordination multidisciplinaire. Ces prestations pour la VoMa K phases MP à 53 font déjà partie du contrat initial. Cependant, nous devons mener une étude plus approfondie de l'état des ouvrages, vu le degré de conformité alarmant. Ce marché concerne des prestations supplémentaires des prestations déjà prévues.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	372'000	x		JAUSLIN STEBLER AG	N02, 150004, RHEINTU BS, Rheintunnel Basel / Bauherrenunterstützung - Nachtrag	Art. 21 Ab. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Gesamtperimeter (BS/BL) bedingen Expertenwissen mit einer breit abgestützten Akzeptanz bei den beteiligten Stakeholdern, was aufgrund der Projektierungskomplexität nur mit dem aktuellen Anbieter nachhaltig gewährleistet werden kann. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (Expertenverfügbarkeit, Beschaffungsrisiko/-Kosten, Zeitverzug, Einarbeitung, Stakeholderakzeptanz) bereiten.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	365'763	x		audio-video g+m s.a	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 016 Überwachungsanlage: Verkehrs-TV - Nachtrag	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im (N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit) bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Änderungen der Vorgaben aus dem Pilotprojekt BLS (Pilot SA-CH) haben dazu geführt, dass die Integrationsarbeiten während der Realisierung angepasst/geändert werden mussten. Die Anpassungen sind anspruchsvoll und können nur vom gleichen Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (die komplette Softwareprogrammierung und die Hardware, müssten neu ausgeschrieben werden) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 1 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	352'150		x	IM Maggia Engineering SA	N09.72 170006 Simplon Süd EP Gabi, PV-Mandat für Umfahrung-Notbrücke	Art. 21 Abs. 2 lit. d BöB	Die Planerleistungen für die temporäre Umfahrungsstrasse der Phasen Projektierung, Beschaffung, Bauleistung und Realisierung inkl. Bauleitung werden aufgrund der Dringlichkeit gemäss Art. 21 Abs. 2 lit. d BöB im freihändigen Verfahren vergeben. Erst mit der zwischen März und Juni 2021 erfolgten Bauwerksuntersuchung (inkl. Materialproben und statische Nachrechnungen) konnte der sofortige Handlungsbedarf erkannt werden. Angesichts der exponentiell fortschreitenden Zustandsverschlechterung der Furabrücke musste eine rasche Entscheidung getroffen werden um eine vollständige Sperrung der Brücke und somit einer kompletten Sperrung des Simplonpasses (internationale Strassenverbindung) und der Abschottung der Gemeinde Gondo entgegen zu wirken. Zudem hatte die aktuelle Situation eine 24/7 durchgehend alternierende Verkehrsführung zur Folge, was auf dem Netz des ASTRA äussert selten vorkommt. Auch unter Anwendung von verkürzten Eingabefristen hätte keine fristgerechte Beschaffung im offenen Verfahren stattfinden können.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	351'053	x		Consorzio Team N2 EP09 Biaschina/ÜMA c/o Project Partners Ltd	MP-070069 Progettazione opere GC (ÜMA)	Art. 21 al. 2 lit. e LMP	La commessa di base è stata aggiudicata in una procedura di pubblico concorso. Nel progetto si rendono necessarie prestazioni supplementari (non previste). I lavori supplementari di progettazione richiedono approfondite conoscenze tecniche dei lavori eseguiti finora. Le modifiche intercorse in corso d'opera a seguito delle reali condizioni dell'infrastruttura stradale riscontrata in sito, unitamente alle opere aggiuntive generate dalla modifica degli standard di sicurezza della Confederazione (vedi p.es. TUGE, pericoli naturali, barriere di sicurezza, GHGW, ecc.) determinano la necessità di progettazione delle misure in parallelo a quanto già definito contrattualmente, integrandone direttamente le risultanze nella progettazione corrente in modo da essere integrate nelle opere in corso di realizzazione. Solo l'offerente iniziale entra in linea di conto e non vi è un'adeguata alternativa. Un cambiamento di offerente causerebbe importanti difficoltà di continuità e conformità delle opere rispetto al progetto in corso di realizzazione, generando conseguentemente ingenti costi supplementari di completamento delle opere unitamente a nuovi rischi per le maestranze e disagi per l'utenza.
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	335'244	x		Inge OBL c/o Lombardi SA Ingegneri Consulenti	080247, N01-40 EHS, NO Digitalisierung TSCE und BIM	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten der Einhausung Schwamendingen bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Um das Fortlaufen des Projekts zu gewährleisten, sind die fundierten Kenntnisse der Oberbauleitung von entscheidender Bedeutung. Ebenso lassen sich nur mit Nutzung des projekt- und ASTRA-spezifischen Know-hows der OBL die Fehlerquellen wesentlich minimieren und sämtliche beauftragten Leistungen in qualitativ genügendem Masse erbringen. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technisch, inhaltlich, Vorwissen, Randbedingungen etc.) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf mehreren CHF 100'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	315'790	x		IG Reuss c/o AFRY Schweiz AG	N14, 110018, N14 EPBURÜ, N14 EP Anschluss Buchrain - Verzweigung Rütihof / Projektverfasser und Bauleitung NACHTRAG	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind (unvorhergesehene) Mehrleistungen erforderlich. Ein überwiegender Teil dieser Leistungen ist mit den Leistungen des Grundvertrags untrennbar verbunden. Z. B. müssen die Planungsleistungen gemäss Positionen 3.7 (Fahrbahnübergänge Reussbrücke) und 3.8 (MÜF zu Gunsten ProjektRüKü) infolge der gleichzeitigen Ausführung durch den Unternehmer EP Buchrain-Rütihof eng koordiniert und mit den Grundleistungen erbracht werden. Die entsprechenden Bauleitungsaufgaben können von der Bauleitung gemäss Grundauftrag nicht getrennt werden. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (Vertragsauflösung, Zeitverzug, Einarbeitung) bereiten.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	315'000	x		OPAN Concept SA	APR phase partielle du GP / Avenant no 1	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études de projet de suppression du goulet d'étranglement 3ème voie autoroutière entre Aéroport et Le Vengeron exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les prestations sont très spécifiques et requièrent une connaissance approfondie des décisions stratégiques et historiques depuis le début du projet en 2015. Seul le soumissionnaire initial en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes pour la reprise des informations et reprise des documents déjà établis. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env. CHF 350'000, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	301'825	x		Groupement Prodoc p.a. De Cérenville Géotechnique SA	APR : ingénierie civile et spécialiste bruit / Avenant no 1	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjugé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Le changement de mandataire induirait un surcoût financier d'un montant de CHF 80'000 ainsi qu'une perte de connaissance des décisions stratégiques du projet pour répondre aux oppositions lors de la mise à l'enquête, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	298'883	x		Groupement GIS-VTL p.a. SDI Biel/Bienne SA	N16 - Upn.Tavannes-Bözingenfeld - Lot 9 - mandataire APR + DLT pour la voie pour trafic lent (VTL) / Avenant n°1	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Les études du projet N16 Upn.Tavannes Bözingenfeld exigent une connaissance technique approfondie des travaux réalisés jusqu'ici. Les études complémentaires sont complexes et ne peuvent être réalisées que par un seul soumissionnaire, car lui seul connaît le déroulement des opérations et les spécificités du projet. Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes étant donné que les prestations supplémentaires ont été nécessaire en raison d'imprévu en phase de réalisation nécessitant une décision ou des compléments d'étude rapide afin de ne pas stopper le chantier. Des interruptions de chantier auraient entraîné des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à plusieurs dizaine de millier de francs par semaine, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	279'800	x		SC+P Sieber, Cassina + Partner AG	N06.40 EP Thun Nord - Spiez, Umweltbaubegleitung UBB - Nachtrag 1	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Umweltbaubegleitung auf der Nationalstrasse N06 zwischen Thun Süd – Spiez, Wimmis bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten insbesondere für das Plangenehmigungsverfahren. Die Planungen der Instandsetzungsarbeiten und Realisierung sind äusserst anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse und Schnittstellen zu den kantonalen und kommunalen Ämtern verfügt und die getätigten Abmachungen aus der Projektgeschichte kennt. Bei einem Wechsel der Anbieterin würde wertvolles Know-how verloren gehen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projektes auswirken würde.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	270'203	x		OPAN concept SA	N01.10 130060 - APR + DLT pour prestations de génie-civil / Avenant N°3 (ID8138)	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure ouverte. Le soumissionnaire a réalisé l'intégralité des prestations d'auteur de projet génie civil pour les phases 21 « étude préliminaire » et AP « projet définitif » du projet RBAU La Sarraz – Chavornay ainsi que le dossier EK « concept global de maintenance » du projet d'entretien Uplans Oulens – Essert-Pittet, dont l'une des conditions cadres est de mutualiser les travaux avec le projet RBAU. Cette connaissance des sous-projets, des différents dossiers produits et des procédures en cours sur le tronçon concerné est capitale pour le bon déroulement du projet dans sa globalité. Un changement de soumissionnaire à ce stade entrainerait des coûts conséquents (réappropriation, interprétation des bases du projet) et des délais importants qui impacteraient significativement la planification globale et, du fait de l'imbrication des procédures, pourraient retarder la mise en service des différents aménagements prévus dans le cadre du projet (RBAU, dosages aux jonctions, système GH/GW...). Seul le soumissionnaire initial entre en ligne de compte, un changement de prestataire entrainerait des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env. CHF 0.5 mio, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.
21.02 Constructions de routes nationales, contrat d'entreprise	256'512	x		Cegelec Mobility	N99.99 170041 BSA Uels UT II - Lot 132 - Système de gestion section et système d'intégration (AR+SI)	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure sélective. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Le projet UeLS-CH UT II, partie Genève, exige une connaissance approfondie en conception de systèmes de gestion de section des équipements d'exploitation et de sécurité des tunnels. Il est donc essentiel que le soumissionnaire initial soit impliqué car les prestations sont liées à des évolutions de coûts de licence du logiciel de supervision du contrat de base, des modifications fonctionnelles dans la gestion des commandes des agrégats ainsi qu'à la mutualisation des ressources informatiques pour la gestion des défauts techniques des installations BSA. Lui seul entre en ligne de compte pour garantir la continuité du projet, le maintien des délais, l'uniformité dans la conception et les développements. Un changement de prestataire entrainerait des difficultés importantes sur la planification globale de plusieurs projets mais également sur le plan économique. Les coûts déjà engagés (env. CHF 648'000) et le niveau d'avancement du projet étant importants (conception générale).

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.02 Bauen Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	251'970		x	Citerna SA	N09.58-010 120074 IBB Indivis CE Assainissement global - Lot 401 B – Station-service (citernes et équipements techniques)	Art. 21 Abs. 2 lit. c BöB:	Die Bauarbeiten für das Los 401B - Tankstelle in Charrat - N09.58-010 / 120074 IBB Indivis CE Gesamtanierung erfordern vertiefte technische Kenntnisse der bisherigen Arbeiten. Die Firma Citerna SA hat die bestehenden Anlagen erstellt und gewartet. Daher verfügt sie über alle Kenntnisse im Zusammenhang mit den technischen Besonderheiten, die eine sichere Ausführung des Bauwerks und eine Kompatibilität mit den geplanten oder zurückgewonnenen Anlagen ermöglichen. Ein Wechsel des Anbieters würde zum Verlust von wertvollem Know-how führen, was sich sehr negativ auf den Erfolg des Projekts auswirken würde. Da in diesem Projekt die Bagatellklausel bereits ausgeschöpft wurde, muss die Beschaffung auch unterhalb des Schwellenwertes für freihändige Vergaben bei Bauleistungen publiziert werden.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	246'434	x		INGE ABBA c/o A. Aegerter & Dr. O. Bosshardt AG	N01.24 EP Kirchberg - Kriegstetten - Gesamtplaner MK und MP - Nachtrag 10	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt kam es zu ungeplanten Änderungen, welche Mehrleistungen erforderlich machen. Die Leistungen für die Phasen 51 und 52 bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Die Instandsetzungsarbeiten sind äusserst anspruchsvoll und können nur von der bisherigen Anbieterin erarbeitet werden, weil nur sie über die erforderlichen Kenntnisse der konkreten Verhältnisse verfügt. Zudem ist der Mehraufwand inhaltlich so stark mit dem Grundauftrag verknüpft, dass ein Anbieterwechsel eine grosse zeitliche Verzögerung, Qualitätseinbussen sowie höheren Kosten auf Grund der Beschaffung der Leistung auf dem Markt, zur Folge hätte. Mit einem neuen Anbieter käme es insbesondere für die Phase 52 zu unüberbrückbaren bzw. sinnfreien Schnittstellen. Insbesondere entfällt die optimale Koordination der parallel geführten Baustellen TP Trasse / KB sowie TP SABA's auf Grund der grösstenteils identischen Bauleiter, insbesondere Chef Bauleiter. Aus diesen Gründen wurde auf einen Anbieterwechsel verzichtet und die Aufträge in der Höhe von zusammen CHF 265'409.30 (inkl. MWST) gestützt auf Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB freihändig an die ursprüngliche Anbieterin vergeben.
21.01 Constructions de routes nationales, honoraires	243'753		x	Cegelec Mobility	N01.10 140058 BSA remplacement caméras N01 - Lot 602 - Intégration CIO IVI dans SGG FR	Selon l'article 21 al. 2 lit. c LMP	Changer de soumissionnaire aurait des conséquences importantes en terme d'allongement des délais, de connaissances techniques approfondies du projet à acquérir, de surcoûts de maintenance et de formation, de la mise en œuvre et le développement nécessaire d'interfaces, de l'organisation de tests. Un changement de soumissionnaire entraînerait des coûts supplémentaires disproportionnés estimés à env. CHF 1'150'000.00, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	239'200	x		Inge FLH c/o Flückiger + Bosshard AG	080260, N04-08-2, PV TN/TU	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten bei der Vergabe "Kleinandelfingen – Verzweigung Winterthur Nord, Engpass" bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Im Rahmen der Beschwerdediskussion hat sich ergeben, dass entgegen der bisherigen Annahme nun doch zusätzliche Objekte bearbeitet werden müssen. Diese Zusatzleistungen müssen aufgrund der Gesamtbetrachtung synchron zur übrigen Planung ausgeführt werden. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (Koordination) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden zudem auf zirka CHF 50'000.- geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.01 Bauen Nationalstrassen, Honorare	236'935	x		Inge BL36 c/o Bänziger Partner AG	120049, N01-36WEST, Bauleitung, PAW DAW	Art. 21 Abs. 2 lit. e BôB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die vorliegenden Projektierungsarbeiten bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bereits getätigten Arbeiten. Der zusätzliche Aufwand eines anderen Ingenieurs für die Übernahme des Projekts während des laufenden Baubetriebs wäre sehr gross (vorhandene Know-how-Tiefe). Zudem wäre eine Vergabe an einen Dritten aufgrund des geistigen Eigentums und unlösbarer Verantwortungs- und Haftungsschnittstellen nicht möglich. Es gibt keine angemessene Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (technische, rechtliche und organisatorische) bereiten. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf zirka 20 % der Nachtragssumme geschätzt, was wirtschaftlich nicht tragbar wäre.
21.02 Constructions de routes nationales, contrat d'entreprise	209'363	x		Cegelec Mobility	N99.99 170041 BSA Uels UT II - Lot 131 - Système de gestion trafic UT II (rVL + AS S/VL)	Selon l'article 21 al. 2 lit. e LMP	Le marché de base a été adjudgé en procédure sélective. Le projet a subi des changements imprévus qui requièrent des prestations supplémentaires. Le projet exige une connaissance technique approfondie. Il est donc essentiel que le soumissionnaire initial soit impliqué car les prestations sont liées à une moins-value de fournitures et des prestations non réalisées, aux coûts de licence du logiciel de supervision du contrat de base et d'évolutions du logiciel de gestion du trafic. Lui seul entre en ligne de compte pour garantir la continuité du projet, le maintien des délais, l'uniformité dans la conception et les développements. Un changement de prestataire entraînerait des difficultés importantes sur la planification, le plan économique. Les coûts supplémentaires sont disproportionnés et estimés à env. CHF 870'000, ce qui n'est pas une utilisation rationnelle et efficace des deniers publics.

Sur quoi portaient les acquisitions ? 21.01 – 21.04	Montant en CHF, hors TVA	Ave-nant	Nouv. contrat	Adjudicataire	Description de l'adjudication	Justification avec référence aux articles de la LMP/l'OMP	Justification technique
21.01 Bauten Nationalstrassen, Honorare	163'013	x		INGE Fahrbahnübergänge OT c/o Gruner AG	N02, 120065, EP OT, Erhaltungsprojekt Osttangente Basel / Ingenieurleistung - Nachtrag	Art. 21. Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten für das Projekt Brücke Birs Basel/Muttenz benötigen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten (der PV hat bereits die Grundlagen und das Massnahmenprojekt mit den Instandsetzungsmassnahmen definiert und die Ausschreibungsunterlagen erarbeitet). Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten (Knowhow-Verlust, Terminverzögerungen und Mehrkosten) bereiten.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	112'298	x		Ticos E&S AG	N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit / Los 013 Signalisationsanlagen: Leittechnik Signalisation inkl. Verkabelung und QSK - Nachtrag	Art. 21 Abs. 1 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt sind unvorhergesehene Mehrleistungen erforderlich. Die Ausführungsarbeiten im Projekt N03, 080342, TUBÖ TUSI, Bözbergtunnel Erhöhung Tunnelsicherheit bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Aufgrund von erweiterten Vorgaben aus dem Pilotprojekt BLS (Pilot SA-CH) müssen zusätzliche Bedienelemente für die Benutzer in die Verkehrssteuerung implementiert werden. Die Anpassungen können nur vom gleichen Anbieter erarbeitet werden, weil nur er die Abläufe und notwendigen Kenntnisse der konkreten Software hat. Es gibt keine Alternative dazu, ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten bereiten. Die komplette Softwareprogrammierung müsste neu ausgeschrieben werden. Die Mehrkosten eines Anbieterwechsels werden auf ca. > CHF 2-3 Mio. geschätzt, was wirtschaftlich nicht vertretbar wäre.
21.02 Bauten Nationalstrassen, Bauleistungen (Werkverträge)	105'832	x		Schultheis-Möckli AG	100133, WHSIGHAUSE, Elektroanlage	Art. 21 Abs. 2 lit. e BöB	Die Grundbeschaffung wurde im offenen Verfahren vergeben. Im Projekt wurden Mehrleistungen erforderlich. Die Projektierungsarbeiten im Stützpunkt Müllheim bedingen vertiefte technische Kenntnisse der bis jetzt getätigten Arbeiten. Im Rahmen der Bauarbeiten wurde festgestellt, dass verschiedene Schnittstellen zu Dritten nicht wie ursprünglich geplant umgesetzt werden können, sondern bauseits dazu Mehrleistungen bei den Elektroanlagen erforderlich sind. Diese Anpassungen erweitern/ergänzen die bisher erbrachten Leistungen der Anbieterin. Ein Anbieterwechsel würde erhebliche Schwierigkeiten und Schnittstellen bei der Ausführung und den Zuständigkeiten wie auch bei den Garantieleistungen zwischen den Unternehmen mit sich bringen, weshalb es keine angemessene Alternative gibt.
Total	121'155'281						